

HAUT-KARABAKH
L'Arménie
a perdu plus
de 2 300 soldats

P15

EDUCATION

Le SNTE appelle à la fermeture des écoles

P2

TIARET

Trois morts et 13 blessés dans le renversement d'un bus

P24

VACCIN CONTRE COVID-19

Un Algérien au cœur des essais cliniques de Pfizer

P24

SUR FOND D'AGRESSIONS MAROCAINES

La fin du cessez-le-feu au Sahara occidental

P3



AG ORDINAIRE DU COA

Adoption des bilans, deux nouveaux membres intègrent le bureau exécutif

Les membres de l'assemblée générale ordinaire (AGO) du Comité olympique et sportif algérien (COA), ont adopté hier à Alger à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019, alors que deux nouveaux membres ont été élus au sein du bureau exécutif. Cette AGO, à laquelle ont pris part 54 membres sur les 89 que compte l'assemblée dont 19 fédérations olympiques, a approuvé également le plan d'action et les prévisions budgétaires de l'exercice 2020. Dans son allocution à l'ouverture des travaux, le président du COA, Abderrahmane Hammad, a fait un état des lieux des activités menées par l'instance olympique durant l'année 2019 et les différentes difficultés rencontrées par les fédérations olympiques en cette période marquée par la pandémie de Covid-19.

P13

APRÈS AVOIR PROGRESSÉ DE

PLUS DE 8%

Le pétrole cède du terrain en fin de semaine

Les prix du pétrole ont cédé du terrain vendredi, des données peu encourageantes pour la demande d'or noir publiées la veille succédant à l'euphorie suscitée en début de semaine par les résultats prometteurs d'un potentiel vaccin contre le Covid-19. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 1,72% ou 75 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 42,78 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour décembre a lâché 2,41% ou 99 cents, à 40,13 dollars. « Les cas de contamination au coronavirus sont toujours en augmentation et des mesures de confinement sont remises en place », a déploré Stephen Brennock, de PVM, « il n'est donc pas surprenant que l'AIE ait par exemple réduit ses perspectives à court terme concernant la demande mondiale de pétrole ».

P5

Régions

TISSEMSILT
Assainissement du foncier industriel et agricole

P8

TIZI-OUZOU
Nécessité de doter l'artisanat d'une valeur marchande

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

844 nouveaux cas, 420 guérisons et 14 décès

P2

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

L'Algérie accueillera le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement

P2

SANTÉ

La gériatrie, ou le corolaire de la longévité et de l'espérance de vie

P4

Culture

22 universités participent à un séminaire sur la carte linguistique amazighe en Algérie

P21



Brèves

CORONAVIRUS
EN ALGÉRIE

**844 nouveaux cas,
420 guérisons
et 14 décès**

Les contaminations au Coronavirus en Algérie, restent toujours à des niveaux élevés. Hier, le ministère de la Santé a enregistré 14 nouveaux décès et 844 cas confirmés, contre 867 cas enregistrés vendredi.

Avec le nouveau bilan, le nombre total de cas confirmés dans le pays passe ainsi à 66 819 et celui des décès a atteint les 2 139 morts depuis le début de la pandémie dans le pays, a indiqué hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique chargé du suivi l'évolution de la pandémie du coronavirus en Algérie, le Dr Djamel Fourar. S'exprimant lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, Dr Fourar a précisé que le nombre de personnes guéries a atteint 44 259 patients.

R.N

CÉRÉALES

**L'Algérie commande
600 000 tonnes de blé**

L'Office algérien interprofessionnel des céréales, (Oaic), poursuit sa campagne d'achat de blé sur les marchés internationaux. Jeudi dernier, l'Office a réservé une commande d'environ 600 000 tonnes de blé de mouture d'origine facultative dans le cadre d'un appel d'offres clôturé le même jour. Selon l'agence de presse Reuters, les prix d'achat de l'Oaic sont de l'ordre de 274,5 dollars la tonne, un meilleur prix que celui du mois dernier. Toutefois, les prix du blé ont connu une hausse jeudi, suite à un recul de la monnaie américaine. L'Oaic a demandé à ce que le blé commandé soit livré en deux périodes depuis les principaux pays fournisseurs, à savoir du 1er au 15 janvier et du 16 au 31 janvier 2021. S'il provient d'Amérique du Sud, l'expédition se fera entre le 1er et le 15 décembre et le 16 et 31 décembre 2020. L'Algérie, qui reste un grand importateur de blé dans le monde, peut importer environ 6,8 millions de tonnes de blé au cours de la campagne de commercialisation 2020/21, selon une estimation de l'USDA.

R.N

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE "TOSYALI"

**Exportation de tubes
d'acier de gros volume
vers le Sénégal**

Le complexe sidérurgique d'Oran "Tosyali" implanté à Bethioua (Oran) a exporté par conteneurs des tubes d'acier en spirale de gros volume vers le Sénégal, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication du complexe. 60 tubes en spirale de gros calibre, totalisant 708 mètres, ont été exportés cette semaine, à partir du port d'Oran vers le port de Dakar au Sénégal, a-t-on indiqué, précisant qu'il s'agit de la 8e opération d'exportation de produits du complexe effectuée cette année. D'autre part, il est attendu, au cours du mois de novembre courant, l'exportation de 5.000 tonnes de fil métallique vers la Roumanie, a-t-on fait savoir, notant que ce sera la 3e opération concernant ce type de produits du complexe. Pour rappel, le complexe "Tosyali" a exporté, durant l'année en cours, plus de 67.000 tonnes de rond à béton vers la Grande Bretagne, le Canada et les Etats unis d'Amérique, ainsi que 3.000 tonnes de tubes métalliques vers l'Angola et plus de 3.000 tonnes de fil métallique vers le Sénégal.

R.N

EDUCATION

**Le SNTE appelle à la fermeture
des écoles**

A peine un mois après l'ouverture des classes que les appels à les refermer de nouveaux commencent à affluer. C'est le cas pour le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).



Dans un communiqué rendu public hier, il demande de prendre des mesures pour fermer complètement les établissements scolaires au cas où la situation sanitaire continuerait de s'aggraver et que le nombre de cas de contamination persisterait dans l'augmentation jusqu'à ce que la situation soit maîtrisée et que toutes les conditions appropriées soient réunies pour réduire la transmission de l'infection et protéger la communauté éducative. Seulement ce syndicat ne précise pas le seuil à partir duquel la situation pourrait être qualifiée de grave. Alors que dans la plupart des pays où la situation pandémique est catastrophique, les écoles sont restées ouvertes. Le SNTE relève une contradiction concernant l'application du protocole sanitaire entre les décisions du ministère de tutelle et le manque flagrant de moyens et de procédures pour la

réussite du protocole de santé à tous les niveaux, avec la faiblesse du budget des établissements d'enseignement moyen et secondaire alloué par le ministère de l'Éducation, et l'absence quasi totale d'intérêt de la commune à parer les écoles primaires. Le syndicat soulève aussi le problème de la difficulté de mise en œuvre des horaires et des programmes et l'intensité du volume horaire, le personnel pédagogique et administratif s'épuisant du fait de l'application du calendrier hebdomadaire. Il y a également, selon le syndicat, le défaut de fournir les équipements scolaires nécessaires à de nombreuses institutions au niveau national qui souffrent d'un manque d'équipement ainsi que d'un encadrement administratif. Le secrétariat national du syndicat demande d'être sérieux dans la manière de mettre en œuvre le protocole sanitaire, de recruter des professeurs diplô-

més des écoles supérieures et ouvrir les postes aux listes d'attentes. Enfin, le Secrétariat national renouvelle son maintien aux revendications du syndicat à savoir la loi fondamentale, la médecine du travail, la retraite, les services sociaux, l'amélioration du pouvoir d'achat, le logement, les tarifs scolaires, les subventions et primes, le droit du travail et la liberté syndicale. Il est à rappeler que l'avis du SNTE n'est pas partagé par tout le monde. Les professeurs Mohamed Khiaï et Mohamed Belhocine ont plaidé pour garder les écoles ouvertes. « Laissons nos enfants étudier et l'épidémie ne représente aucun danger pour eux et leurs parents. Aucun cas d'épidémie n'est apparu dans nos écoles après la reprise. Dans tous les pays du monde, les enfants vont à l'école normalement », a déclaré le Pr Khiaï.

Ab N.

FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF)

**L'Algérie accueillera le sommet
des chefs d'Etat et de gouvernement**

L'Algérie accueillera le 7ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) à Alger en 2023, a indiqué hier le Forum sur son site web. "Les ministres de l'Énergie des pays membres du Forum ont examiné, lors de la 22ème réunion ministérielle du GECF, les préparatifs du 6e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF et ont exprimé leur satisfaction quant aux progrès accomplis par le Qatar en tant qu'hôte de cet événement, qui doit se tenir à Doha le 18 novembre 2021. L'Algérie accueillera le 7e sommet de Forum à Alger en 2023", a précisé la même source. En outre, il a été décidé que la 23e réunion ministérielle du GECF se tiendra à Doha, dans l'Etat du Qatar, le 16 novembre 2021. La réunion de jeudi dernier a réaffirmé sa "détermination à accélérer le rythme de la coopération pour accroître l'efficacité du GECF", a précisé le Forum. Il a également reconnu "la résilience affichée par les pays membres dans leur tentative d'assurer le fonctionnement sans restriction de marchés du gaz libres et flexibles, ainsi que l'approvisionnement ininterrompu des clients, malgré de nombreux défis et une baisse des revenus". Cette réunion a évalué la dynamique actuelle de l'industrie du gaz naturel et a reconnu que les fondamentaux qui conduiront la croissance projetée du gaz naturel au sommet du mix énergétique mondial restent inchangés, ajoute la même

source. Selon le GECF, le gaz naturel est le combustible fossile qui connaît la croissance la plus rapide au monde et qu'il deviendra la principale source du mix énergétique mondial d'ici le milieu du siècle, augmentant sa part de 23% aujourd'hui à 28%. Les ministres participants à cette réunion ont souligné que cette source d'énergie abondante et flexible "continuera à satisfaire les besoins énergétiques mondiaux croissants, ainsi que les exigences des trois piliers du développement durable, à savoir le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement". En outre, la réunion a souligné que le gaz naturel continuera d'être un tremplin vers le développement durable et la réduction des émissions des systèmes énergétiques. Dans ses remarques liminaires, M. Attar a donné un aperçu de l'évolution de l'industrie gazière et a souligné les impératifs stratégiques qui la feront progresser, ainsi que le rôle clé du GECF en tant que plateforme unique de dialogue multilatéral entre les pays exportateurs de gaz et les pays consommateurs de gaz et de l'industrie. Pour sa part, le Secrétaire général du Forum, Yury Sentyurin, a présenté le rapport de gestion du Secrétariat, mettant en évidence les différentes activités entreprises en 2020 et visant à concrétiser la vision inscrite dans la Déclaration de Malabo 2019, le Statut du Forum, sa Stratégie à long terme, le Plan de travail annuel et les programmes de tra-

vail 2019 et 2020. Dans le domaine de la recherche, les ministres ont salué les réalisations de la création de l'Institut de recherche sur le gaz en Algérie. La réunion a, d'autre part, approuvé la politique et les procédures pour les prix GECF. Cette réunion a regroupé les ministres de l'Énergie et les plus hautes autorités d'Algérie, de Bolivie, d'Égypte, de Guinée équatoriale, d'Iran, de Libye, du Nigéria, du Qatar, de Russie, de Trinité-et-Tobago et du Venezuela, ainsi que d'Angola, d'Azerbaïdjan, d'Irak, de Malaisie et de Norvège comme pays observateurs. Les chefs des administrations de l'énergie de l'Indonésie, du Mozambique, du Sénégal, de la Tunisie et du Turkménistan ainsi que les dirigeants de l'ERIA, de l'IEF et de l'OPEP ont assisté à la séance d'ouverture en tant qu'invités du Forum. La 22e réunion ministérielle a nommé le ministre des Hydrocarbures, de Bolivie, Franklin Molina Ortiz, président de la Réunion ministérielle pour 2021, et le ministre de l'Énergie et des Industries énergétiques de la République de Trinité et Tobago, en tant que président suppléant pour la même période. En outre, elle a nommé, M. Mohamed Hamel de l'Algérie comme Président du Conseil exécutif et Eng Angel Gonzalez Saltron du Venezuela comme Président suppléant du Conseil d'administration pour la même période.

APS

SUR FOND D'AGRESSIONS MAROCAINES

La fin du cessez-le-feu au Sahara occidental

Le Président sahraoui, Brahim Ghali, a annoncé officiellement hier dans un décret présidentiel, la fin de l'engagement au cessez-le-feu signé entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc en 1991, suite à l'opération militaire marocaine dans la région d'El-Guerguerat, rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Le Président Ghali, Chef suprême des forces armées, a indiqué que cette décision a été prise « après que le Royaume du Maroc a violé l'accord de cessez-le-feu en attaquant, le 13 novembre 2020, des civils qui manifestaient pacifiquement devant la brèche illégale d'El-Guerguerat, et ouvrant trois autres brèches dans le mur militaire marocain en violation flagrante de l'accord militaire n° 1 signé entre le Front Polisario et le Royaume du Maroc, sous la supervision des Nations unies ». « En application de la résolution 690 du Conseil de sécurité de 1991 pour organiser un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, et sur la base des décisions de la session extraordinaire du Secrétariat national tenue le 07/11/2020, et sur la base des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi fondamentale du Front Polisario, et la constitution de la RASD, Brahim Ghali, Secrétaire général du Front et président de la République, a signé un décret présidentiel le 13 novembre 2020, selon lequel il annonce la fin de l'engagement au cessez-le-feu que l'occupation marocaine avait torpillé », a souligné le décret. Le décret a ordonné au commandement de l'état-major général de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) de « prendre toutes les mesures liées à la mise en œuvre des exigences de ce décret dans la juridiction qui lui appartient, et à également ordonné à l'Autorité nationale de sécurité, dirigée par le Premier ministre, pour prendre des mesures liées à la mise en œuvre des exigences de l'état de guerre en ce qui concerne la gestion et l'administration des institutions et organes nationaux et pour garantir la régularité des services ». Vendredi, aux premières heures de l'aube, le Maroc a mené une opération militaire dans la zone tampon d'El-Guerguerat en procédant à l'ouverture de trois nouvelles brèches illégales en violation de l'accord de cessez-le-feu. Dans une lettre



urgente adressée au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et à la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès des Nations unies, Rhonda King, qui assure la présidence tournante du Conseil de sécurité, le Président Ghali les a informés des répercussions de l'attaque agressive lancée aujourd'hui, par les forces militaires marocaines contre des civils sahraouis non armés manifestant pacifiquement près de la brèche illégale d'El Guerguerat, au sud-ouest du Sahara occidental. « Face à cet acte d'agression, les forces militaires du Front Polisario ont été contraintes d'intervenir, en état de légitime défense, face aux forces marocaines pour protéger les civils », a souligné le Pré-

sident sahraoui. « Nous tenons l'Etat d'occupation marocain pleinement responsable des conséquences de son acte militaire, et nous appelons l'ONU à intervenir d'urgence pour mettre fin à cette agression contre notre peuple et notre territoire ». « Le fait que l'action militaire intervienne juste au moment où des discussions sont prévues aujourd'hui entre le chef de l'ONU et le Front Polisario, « démontre clairement que l'opération est un acte d'agression prémédité de la part de l'Etat occupant pour torpiller les efforts de l'ONU visant à atténuer les tensions et désamorcer la situation à El-Guerguerat » ajoute le Président sahraoui.

R.I

RÉGION D'EL-GUERGUERAT

L'Instance maghrébine pour la paix et la sécurité condamne l'agression "dangereuse"

L'Instance maghrébine pour la paix et la sécurité dans les Etats du Maghreb arabe a condamné l'agression marocaine "dangereuse" contre le peuple sahraoui dans la région d'El-Guerguerat, soulignant que la solution à la cause sahraouie "viendra par le référendum et non par l'agression". L'Instance a affirmé, vendredi, dans un communiqué que "l'agression injustifiée perpétrée par les Forces royales marocaines, est une tentative vaine visant à attiser les tensions et violer les termes de l'accord de cessez-le-feu". Appelant à un cessez-le-feu immédiat, l'Instance maghrébine a qualifié les attaques menées par les forces marocaines de vaine tentative d'attiser les tensions au sein de la population sahraouie, assurant qu'elles constituaient, aussi, une violation de l'accord militaire numéro 1 signé par le Front Polisario, le Royaume marocain et l'ONU. La réaction de l'Instance intervient au lendemain des attaques menées par les Forces royales marocaines qui ont ouvert le feu sur les manifestants sahraouis pacifiques dans la zone tampon d'El-Guerguerat, au sud-ouest du Sahara Occidental occupé. Une agression condamnée d'ailleurs, par des milieux politiques et militants de droits de l'Homme sahraouis et internationaux qui l'ont qualifiée de violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu et de "développement dangereux imposé sur la région".

R.N

RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION

17 eurodéputés appellent l'UE à assumer ses responsabilités juridiques

Dix-sept (17) députés au Parlement européen ont appelé hier à garantir un référendum d'autodétermination au Sahara occidental et à assumer ses responsabilités juridiques envers le peuple sahraoui. "45 ans après que l'un de ses Etats membres a troqué le sort d'un peuple contre un banc de poissons, l'UE doit retrouver sa boussole morale et prendre ses responsabilités au regard du droit international afin de garantir une solution juste et durable au conflit par la tenue du référendum d'autodétermination promis depuis si longtemps", a indiqué le groupe d'eurodéputés, à l'occasion du 45ème anniversaire des Accords dits de Madrid. Ces accords visaient à donner un "habillage juridique" à l'occupation marocaine qui avait commencé quelques jours auparavant avec la "Marche verte" par laquelle des "milliers de troupes marocaines et de civils encadrés" avaient envahi le territoire du Sahara occidental. Cependant, les accords ne "pouvaient pas transférer par décret la souveraineté sur le Sahara occidental, bien que l'Espagne ait renoncé à ses responsabilités dans les derniers jours du régime franquiste (en échange de droits de pêche juteux et de concessions dans une mine de phosphate)". Les députés européens déplorent que "depuis le retrait mauritanien en 1979, le Maroc reste à ce jour la seule force d'occupation (illégal) au Sahara occidental et la responsabilité légale de l'Espagne demeure tandis que, pour les Nations unies, le Sahara occidental continue d'être répertorié comme un territoire non autonome en attente de décolonisation". Notant que la situation des droits humains dans les territoires occupés du Sahara occidental est "la plus grave au monde", ils expliquent que "les organisations de la société civile sont régulièrement harcelées et ne peuvent s'enregistrer, les dé-

fenseurs des droits humains et les militants indépendants sont victimes de passages à tabac, d'arrestations arbitraires et de torture, tandis que les manifestations sont implacablement dispersées". "La corruption parmi les fonctionnaires de l'Etat marocain et dans l'économie locale serait répandue, en particulier dans l'exploitation lucrative des abondantes ressources naturelles. Les médias locaux sont censurés et les observateurs étrangers - des membres du Parlement européen aux ONG internationales de défense des droits humains et aux journalistes - sont systématiquement expulsés", ajoutent-ils. Tout cela se passe, regrettent-ils, sous les yeux des Nations unies, dont la Mission pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) a été créée en 1991 avec pour "mission spécifique d'organiser un référendum d'autodétermination". Récemment, le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé le mandat de la MINURSO pour une année supplémentaire, mais "une fois de plus, sans mesures spécifiques pour garantir de nouveaux progrès sur la voie de la résolution du conflit ou pour surveiller et prévenir les violations des droits humains", font-ils observer. A ce jour, la MINURSO reste la seule mission moderne des Nations unies sans mandat en matière de droits humains, tandis que le poste d'Envoyé personnel des Nations unies pour le Sahara occidental reste vacant depuis que son dernier titulaire a démissionné en mai 2019, rappellent-ils. Il est "constonnant", dénoncent-ils par ailleurs, que les institutions de l'UE aient "ignoré à plusieurs reprises les arrêts de la Cour de justice de l'UE en incluant les terres et les eaux sahraouies dans les accords commerciaux et de pêche avec le Maroc sans demander le consentement du représentant légitime du peuple sahraoui, le Front

Polisario". Autant l'UE "semble reconnaître une occupation là où elle la voit en dehors du Sahara occidental, autant elle doit aligner ses relations avec ce dernier sur ses engagements et obligations en matière de droit international". De prime abord, cela signifie que l'UE doit "adopter et mettre en œuvre une politique de différenciation qui couvre l'ensemble de ses relations avec le Maroc et qui distingue clairement ce dernier du Sahara occidental en tant que territoire séparé et distinct", affirment-ils. Les députés européens ont donc souligné le besoin que l'aide à la coopération de l'UE au Maroc doit "cesser de soutenir l'enracinement d'une occupation illégale et financer le logement et l'emploi des colons marocains (un crime de guerre selon le Statut de Rome de la Cour pénale internationale), disant que "les biens produits dans les territoires occupés par les Sahraouis doivent cesser d'entrer sur le marché européen tels que certifiés par le Maroc et produits au Maroc, contre le consentement du peuple sahraoui". L'UE doit "mettre en garde les entreprises européennes telles que Siemens ou Enel contre les lourds risques juridiques et moraux de faire des affaires avec un occupant illégal". Ils ont enfin indiqué qu'il est "essentiel que dans les négociations budgétaires en cours, les ressources humanitaires déjà limitées qui sont allouées aux réfugiés sahraouis à Tindouf ne soient pas réduites davantage". Les députés européens sont cités comme suit: Joachim Schuster, Manu Pineda, Ernest Urtsaus, la députée Idoia Villanueva, Tineke Strik, Evin Incir, Sira Rego, Margrete Auken, Nikolaj Villumsen, Francisco Guerreiro, Miguel Urbán, Marisa Matias, José Gusmao, Giorgos Georgiou, Leila Chaibi, Andreas Schieder, Maria Eugenia Rodriguez Palop.

R.N

LES CASCADES DE L'OUED EL BARED À SÉTIF

Le charme envoûtant d'un site paradisiaque

Il suffit juste de quitter la localité de Tizi N'Bechar (34 km au Nord de Sétif) et de parcourir quelques centaines de mètres vers l'Est sur le chemin de wilaya (CW) n 137-A, une route sinueuse qui relie la commune susnommée et celle de l'Oued El Bared, pour être saisi par la beauté époustouflante du décor.

La verdure est bientôt supplantée par un paysage montagneux sur lequel semble veiller le majestueux massif des Babors à la surface duquel s'accrochent des buissons d'orophyte, une plante endémique propre aux forêts humides de cette région. Après un peu plus de dix kilomètres de lacets, une plaque indique, vers la gauche, les cascades de Ouled Ayad, un site niché à trois kilomètres de là, au pied du versant Ouest de l'imposante chaîne des Babors où le silence n'est rompu que par le bruit si distinctif des chutes d'eau dévalant en flots discontinus la paroi abrupte et très escarpée de la montagne. En contrebas, comme lovés au pied de l'escarpement rocheux, apparaissent de nombreux rochers au milieu desquels serpente, venue des cimes vertigineuses des Babors, une eau pure et presque glacée, même au plus fort de l'été, formant, ici et là, de minuscules lacs limpides où de nombreux jeunes gens n'hésitent pas, durant la saison chaude, à piquer une tête. Un spectacle sauvage et saisissant qui laisse le visiteur sans voix, surtout lorsque le lieu est admiré depuis les hauteurs. Cette vue plongeante requiert néanmoins du souffle et des muscles car il faut gravir toute une série d'escaliers. Mais le jeu en vaut la chandelle. Et puis, la beauté prodigieuse du site fait oublier la fatigue. Les férus de randonnées pédestres, les amoureux de la nature, les sportifs désireux de soxygéner et les familles en quête de moments de villégiature trouvent invariablement leur bonheur au pied des cascades de Ouled Ayad au panorama si apaisant, propice à la méditation et au ressourcement, loin du vacarme des villes. Jusqu'aux années quatre-vingt, ce sont les eaux de l'Oued El Bared qui approvisionnaient la ville de Sétif et des environs en eau potable. Une eau pure et fraîche d'une grande qualité dont les personnes âgées de la région se souviennent avec beaucoup de nostalgie.



pidité et a pris un goût bizarre, si bien que l'on ne s'en sert que pour la lessive, la vaisselle et les autres tâches ménagères", regrette la vieille Aïcha. Il est vrai que la formidable expansion de la ville de Sétif et la multiplication de ses besoins ne pouvaient plus s'accommoder de la seule source de l'Oued El Bared. Les habitants l'admettent, le comprennent mais gardent néanmoins la nostalgie de l'eau si fraîche provenant des monts des Babors. S'agissant du site des cascades de Ouled Ayad, la commune de l'Oued El Bared, malgré ses faibles moyens, a fourni de louables efforts pour en faciliter l'accès. La petite route de 3 km, faisant la jonction entre le CW n 137-A et le site en question, a été entièrement couverte de béton bitumineux, faisant disparaître les appréhensions

des automobilistes qui hésitaient à l'emprunter. Sur place, un parking a été aménagé, tandis que des jeunes gens de la région ont investi dans la réalisation de petites commodités pour les visiteurs, à l'exemple d'un petit grill-room, d'un café et de l'aménagement d'une terrasse ombragée, construite en bois sur pilotis, protégée de bambous, où il fait bon déguster quelques brochettes ou un thé à la menthe en contemplant le panorama. Sans doute faudrait-il faire un peu plus pour mettre davantage en valeur cet endroit paradisiaque, propice au tourisme de montagne. Mais malgré les manques observés, les cascades de Ouled Ayad restent attractives. Leur beauté brute, leur eau si pure et la proximité de l'imposante chaîne des Babors leur confèrent un caractère sauvage dont la singularité pourrait être

affectée par des constructions impersonnelles en béton.

En faire un refuge touristique, un lieu d'inspiration artistique et de recherche universitaire (la faune et la flore du massif des Babors sont exceptionnelles), tout en lui conservant son côté havre de villégiature estivale, est, selon Haroun B (25 ans), un habitant de la région, la meilleure idée pour promouvoir les cascades de Ouled Ayad.

Réputé pour être un véritable "coupe-gorge" durant les années quatre-vingt-dix, le site de Ouled Ayad, désormais sécurisé, dispose aujourd'hui de tous les atouts pour devenir une des destinations privilégiées des adeptes du tourisme de montagne.

APS

De multiples atouts pour le tourisme de montagne

"A cette époque, nous n'avions pas besoin d'acheter de l'eau minérale pour étancher notre soif avec une eau pure, claire et exempte de tout parasite", lance dans un soupir Aïcha Berrahmoune, une septuagénaire au visage parcheminé mais à l'esprit vif, restée fidèle à la mlaya noire qui faisait le charme des femmes de Sétif. "Aujourd'hui, l'eau a beaucoup perdu de sa lim-

SANTÉ

La gériatrie, ou le corolaire de la longévité et de l'espérance de vie

Des professionnels de santé à Aïn Defla ont souligné la nécessité d'un service de gériatrie au sein de l'Établissement public hospitalier (EPH) du chef-lieu de wilaya, pour améliorer la prise en charge sanitaire des personnes âgées. Relevant que le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie, qui en a découlé, rendent "inévitables" la mise en place d'un service hospitalier dédié aux personnes âgées. Ils ont noté que l'une des plus importantes missions dévolues à ce dernier est celle inhérente à l'amélioration des capacités fonctionnelles de cette frange vulnérable de la population.

Pour le spécialiste des maladies respiratoires et allergiques à l'EPH de Aïn Defla, Dr Omar Bellabassi, la gériatrie est d'autant plus importante dans le milieu hospitalier que l'accumulation,

chez un patient donné, de symptômes liés au vieillissement influe grandement sur son autonomie.

"Il est connu de tous que le gériatrie prend en charge un certain nombre de symptômes liés à l'âge, en particulier les troubles cognitifs et neurologiques, les troubles moteurs ainsi que les traumatismes et les problèmes de chute, des signaux dont l'accumulation influe grandement sur l'autonomie de la personne âgée", a-t-il précisé. Au regard du ralentissement de certaines fonctions vitales dues aux spécificités de la vieillesse, nombre de pathologies touchant la frange du troisième âge surviennent, telles, entre autres, celles se rapportant aux problèmes de la prostate chez les hommes et l'ostéoporose (déméralisation osseuse) chez les femmes. "Il est clair que la personne âgée n'aspire qu'à voir ses souffrances

atténuées, d'où le rôle important d'un psychologue, voire d'un psychiatre", a fait remarquer le spécialiste, observant que ce besoin est encore plus pressant chez les grabataires ayant été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC), d'une paralysie ou d'un alitement prolongé. Estimant que les pathologies qui frappent les personnes âgées sont, dans l'écrasante majorité des cas, identiques à celles touchant les plus jeunes, il a soutenu que la spécificité réside dans le fait que ces affections surviennent plus souvent principalement en raison d'une diminution graduelle du système immunitaire. Pour le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Aïn Defla, Dr Zoheir Hadj Sadok, la mise en place d'un service de gériatrie constitue un besoin "qui se fait de plus en plus res-

sentir" au regard du vieillissement de la population.

"Il est clair qu'avec une espérance de vie allant crescendo, atteignant une moyenne nationale de 75 ans à l'heure actuelle, la mise en place d'un service de gériatrie au niveau des hôpitaux ne peut qu'être salutaire, d'où l'importance de cette spécialité", a-t-il fait savoir. Tout en soutenant que les personnes âgées occuperont une place non négligeable dans la pyramide d'âge de la population d'ici à quelques années en Algérie, il a noté l'importance de la consultation d'un gériatre dans la prévention, le maintien ou la restauration de leur autonomie. "La gériatrie s'emploie à évaluer les ressources des personnes âgées et à promouvoir leurs ressources, d'où une meilleure facilité dans leur insertion sociale le cas échéant", a-t-il assuré. Observant que

la gériatrie est une discipline médicale qui s'est adaptée à l'évolution démographique, le directeur de l'EPH de Aïn Defla, Habbiche Bouabdallah, a pour sa part, noté que la valorisation de la place des personnes âgées dans la société passe, inévitablement, par la sensibilisation aux problèmes et aux difficultés que pose le vieillissement dans le monde actuel.

Selon lui, l'approche globale du patient et la coordination entre les différents professionnels permettent de lui maintenir le meilleur état de santé possible grâce à un plan de soin personnalisé. "Même les soins à domicile peuvent être envisagés notamment dans le cas d'un patient grabataire", a-t-il fait remarquer, mettant l'accent sur l'importance de la généralisation de cette spécialité à l'université.

APS

APRÈS AVOIR PROGRESSÉ DE PLUS DE 8%

Le pétrole cède du terrain en fin de semaine

Les prix du pétrole ont cédé du terrain vendredi, des données peu encourageantes pour la demande d'or noir publiées la veille succédant à l'euphorie suscitée en début de semaine par les résultats prometteurs d'un potentiel vaccin contre le Covid-19.



Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a perdu 1,72% ou 75 cents par rapport à la clôture de ce jeudi, à 42,78 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour décembre a lâché 2,41% ou 99 cents, à 40,13 dollars. « Les cas de contamination au coronavirus sont toujours en augmentation et des mesures de confinement sont remises en place, a déploré Stephen Brennock, de PVM, « il n'est donc pas surprenant que l'AIE ait, par exemple, réduit ses perspectives à court terme concernant la demande mondiale de pétrole ».

Dans son dernier rapport mensuel publié jeudi, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a signifi-

cativement revu en baisse ses prévisions pour la demande pétrolière mondiale cette année en raison de la deuxième vague de Covid-19 qui affecte l'Europe et les États-Unis.

Autre signal peu encourageant pour la demande que les investisseurs ont dû digérer avant hier, l'Agence américaine d'Information sur l'Énergie (EIA) a rapporté jeudi que les réserves commerciales de brut ont augmenté de 4,3 millions de barils (MB) au 6 novembre aux États-Unis, s'établissant à 488,7 MB. Les experts sondés par l'Agence Bloomberg tablaient sur une baisse médiane de 1,9 MB. Cette hausse surprise fait craindre une offre excédentaire dans un marché déjà plombé par une

consommation en berne en raison de la résurgence de la pandémie et du ralentissement des déplacements. Cette hausse surprise fait craindre une offre excédentaire dans un marché déjà plombé par une consommation en berne en raison de la résurgence de la pandémie et du ralentissement des déplacements.

Sur la semaine, les deux contrats de référence ont toutefois progressé de plus de 8%. Les cours avaient été dopés lundi par l'annonce par les laboratoires américain Pfizer et allemand BioNTech que leur candidat vaccin était « efficace à 90% » contre le Covid-19.

R.E

CONFLIT BOEING/AIRBUS

Un compromis possible "dans les prochaines semaines"

Le ministre français de l'Économie et des Finances, M. Bruno Le Maire, a estimé qu'un "compromis peut être atteint dans les prochaines semaines" dans le litige opposant Airbus et Boeing, vendredi soir sur la chaîne américaine CNN. L'avionneur européen Airbus et son concurrent américain Boeing, et à travers eux l'UE et les États-Unis, s'affrontent depuis octobre 2004 devant l'OMC, arbitre du commerce mondial, sur les aides publiques versées aux deux groupes, jugées illégales de part et d'autre.

L'Union européenne a annoncé lundi des sanctions douanières contre les États-Unis dans ce litige : elle applique

depuis mardi des droits de douane supplémentaires sur 4 milliards de dollars d'importations en provenance des États-Unis.

"C'est une très vieille affaire, cette affaire d'Airbus et Boeing. L'administration américaine a décidé de frapper l'Europe de sanctions d'un montant total de 7 milliards de dollars, donc nous n'avons d'autre choix que de répondre à ces sanctions", a déclaré le ministre français, qui s'exprimait en anglais.

"Et comme nous étions autorisés par l'Organisation mondiale du commerce à prendre nous aussi des actions contre les États-Unis, cela était le scénario normal", a-t-il ajouté. Cependant,

"nous devons penser à l'avenir, et pas au passé, et je pense qu'un compromis peut être atteint dans les prochaines semaines", a affirmé Bruno Le Maire à CNN.

"Je crois qu'il y a la possibilité de construire un accord entre les États-Unis et l'Europe dans cette affaire Airbus-Boeing. Je ne sous-estime pas les difficultés pour combler le fossé entre la position des États-Unis et la position de l'Union européenne, mais je peux vous dire que nous ne ménagerons pas nos efforts pour construire un compromis, pour l'intérêt des États-Unis comme de l'Europe", a-t-il déclaré. Les produits américains taxés depuis cette semaine incluent tous les modèles

d'avions de Boeing (taxés à 15%). Mais surtout des produits agricoles (tabac, patates douces, blé, huiles végétales, fruits et jus...) ou agroalimentaires (alcools forts, chocolat...) ainsi que des biens manufacturés (tracteurs, pelleuses, équipements de casino, pièces de vélo...) taxés à 25%, selon une liste officielle. Les États-Unis infligent déjà, depuis plus d'un an, des droits de douane punitifs sur des importations européennes comme le vin, le fromage et l'huile d'olive (à hauteur de 25%), ainsi que des taxes de 15% sur les avions Airbus. Washington y avait été autorisé par l'OMC, jusqu'à 7,5 milliards de dollars.

R.E

ESPAGNE

Santander prévoit de supprimer 4 000 postes

Santander prévoit de supprimer 4 000 postes en Espagne, soit 14% de ses effectifs dans le pays, et y fermer près d'un tiers de ses agences, soit un millier de succursales, a-t-on appris vendredi de deux sources au fait du projet.

La banque espagnole n'a pas souhaité commenter l'information. A l'occasion de la publication de ses résultats du troisième trimestre, fin octo-

bre, elle avait annoncé viser un milliard d'euros d'économies supplémentaires d'ici 2022, afin de préserver ses bénéfices.

A la fin septembre, Santander comptait près de 28 800 salariés en Espagne et 3 110 agences à travers le pays. Les banques européennes sont pénalisées par des taux d'intérêt historiquement bas tandis que le ralentissement de l'économie provoqué par

l'épidémie de coronavirus, ainsi que le basculement de la clientèle vers des services bancaires en ligne, les poussent à réduire encore leurs coûts, seules ou par le biais de fusions.

Le rachat par CaixaBank de Bankia, pour un montant de 4,3 milliards d'euros, devrait ainsi se traduire lui aussi par des milliers de suppressions de postes.

L'Espagne est l'un des pays

au monde qui compte le plus grand nombre d'agences bancaires, près de 50 pour 100.000 adultes, selon le Fonds monétaire international.

Selon l'une des sources interrogées par Reuters, Santander estime que le nombre de transactions effectuées dans ses agences pourrait se réduire de moitié dans les deux ans.

R.E

Brèves

SIDÉRURGIE

Tosyali exporte des tuyaux d'acier au Sénégal

Le complexe sidérurgique « Tosyali » de Bethioua (Oran) va poursuivre ses opérations d'exportation vers le Sénégal, alors que l'entreprise a déjà exporté, en octobre dernier, 3 000 tonnes de fil à machine vers ce pays.

« Nous poursuivons nos exportations en direction du Sénégal via des conteneurs. Une troisième opération d'exportation de tuyaux d'acier pour construire des trottoirs de ports est en cours », a indiqué le complexe sidérurgique dans un communiqué publié sur sa page Facebook. Selon l'entreprise, 60 unités, soit 708 mètres au total, partiront cette semaine du port d'Oran, par conteneur, pour Dakar au Sénégal.

Les produits Tosyali Algérie répondent aux normes de qualité internationales, ils sont prisés par plusieurs marchés continentaux et ce malgré les contraintes que la situation sanitaire induit sur de nombreuses économies, a souligné le complexe sidérurgique dans le même communiqué.

R.E

RUSSIE

Les emprunts en euros suscitent l'intérêt d'investisseurs étrangers

Des investisseurs étrangers ont acheté près de 60% de chacune des deux tranches d'euro-obligations russes, à rendement en 2027 et 2032, placées ce jeudi 12 novembre sur le marché financier, relate la banque russe Gazprombank. Il s'agit de la première transaction réalisée sans la participation des investisseurs américains.

La plupart des deux tranches des euro-obligations russes - l'une à échéance de sept ans et l'autre de 12 - mises sur le marché par le ministère russe des Finances le 12 novembre, ont été achetées par des investisseurs étrangers, a annoncé Denis Choulakov, premier vice-président de Gazprombank, l'un des organisateurs de la transaction. « Malgré des taux de coupon historiquement bas et une situation géopolitique difficile, un historique de crédit, la politique de gestion de la dette ainsi qu'une gestion macro-économique sur fond de pandémie réussie par le ministère des Finances, se sont révélés attrayants pour les investisseurs étrangers, principalement des pays d'Europe, ainsi que d'Asie et du Moyen-Orient », a-t-il déclaré aux journalistes le même jour. Et de préciser que la participation des investisseurs russes s'élevait à environ 40% dans chaque tranche. Selon M. Choulakov, la demande totale des investisseurs a dépassé 2,7 milliards d'euros, environ 120 investisseurs ont participé à l'opération.

SANS INVESTISSEURS AMÉRICAINS

Commentant la nouvelle, le ministre russe des Finances, Anton Silouanov, a fait remarquer aux journalistes qu'il s'agissait de la première transaction après les restrictions imposées par les autorités américaines en août 2019 concernant la participation des investisseurs américains au placement initial des euro-obligations souveraines russes. « La transaction a été réalisée sans la participation d'investisseurs américains et d'infrastructures financières américaines », a-t-il précisé.

DEUX TRANCHES D'EURO-OBLIGATIONS

Le ministère russe des Finances a placé jeudi 12 novembre des euro-obligations pour un montant de 2 milliards d'euros, divisés en deux tranches : l'une à échéance de sept ans pour 750 millions d'euros d'une rentabilité de 1,125% par an, l'autre, à plus long terme - 12 ans - pour 1,25 milliard d'euros d'une rentabilité de 1,85% par an.

R.E



TLEMCEM

Ouverture de 8 nouvelles spécialités dès la prochaine rentrée

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Tlemcen prévoit l'ouverture de huit nouvelles spécialités à travers les centres de formation dès la prochaine rentrée prévue le mois de novembre, a-t-on appris mardi auprès de la direction du secteur.

Il s'agit des spécialités de l'agriculture en milieu forestier, les cultures semi-profondes, la production d'huile d'olive, le montage de panneaux photovoltaïques et géothermiques, la production animale (élevage de ruminants), le béton armé, la peinture de sols et des murs et l'industrie du plastique, a indiqué à l'APS le directeur de wilaya de la formation professionnelle et de l'apprentissage, Benlahcen Bennacer.

Les spécialités ouvertes pour la prochaine rentrée professionnelle sont, a-t-il dit, en adéquation avec le caractère agricole de la wilaya et permettront d'y attirer un nombre important de nouveaux stagiaires.

D'autre part, 6.860 nouveaux postes pédagogiques sont disponibles pour la prochaine rentrée de formation sur deux niveaux. Le premier est sanctionné par un diplôme d'Etat dans les modèles de formation résidentiel (2.435 postes) et d'apprentissage (1.809), ainsi que la formation par passerelles (70), les cours du soir (115), la formation en milieu rural (50) et la formation dans les écoles agréées (216).

Le second niveau de formation, sanctionné par un

certificat d'aptitude, dans le modèle d'apprentissage (280 postes), la femme au foyer (470), la formation spéciale pour les détenus (220), la formation dans les écoles agréées (178), la formation continue contractuelle (25), la formation en milieu rural (270) et la formation à travers les cours du soir (722 postes), a indiqué le même responsable.

La wilaya de Tlemcen compte 23 centres de formation professionnelle et trois instituts d'une capacité globale de plus de 10.000 places pédagogiques. Il est prévu en plus la mise en service d'un nouveau centre de formation professionnelle dans la commune de Sebdu avant la fin de l'année en cours, a ajouté M. Bennacer.

ORAN/TRI DES DÉCHETS

Des bouteilles en plastique contre des tickets téléphoniques

L'établissement public (EPIC) chargé de la gestion des centres d'enlèvement technique des déchets ménagers de la wilaya d'Oran (CET Oran) lancera à partir de la semaine prochaine une opération d'échange de bouteilles en PET (plastique transparent) contre des tickets de crédit téléphonique, a-t-on appris auprès des initiateurs de cette action.

Organisée sous le slogan "Tri des déchets et recharge ton portable", cette opération sera ouverte aux citoyens à partir de la semaine prochaine au niveau du centre de proximité du tri sélectif de M'dina J'dida, a précisé Mme Amina Moghrabi, chef du service de la valorisation des déchets au niveau de l'EPIC CET Oran.

Les citoyens pourront ainsi se présenter au centre de tri avec leurs bouteilles en PET, qu'ils peuvent échanger contre des tickets de recharge de crédit téléphonique, explique la même responsable, ajoutant qu'une bouteille équivaut à 1 DA.

Cette opération vise à encourager la culture du tri sélectif chez les citoyens, dont une partie a déjà été fiabilisée les derniers mois, grâce à des actions similaires comme "donne des bouteilles, on te donne un masque", qui a drainé "beaucoup de monde", note-t-elle encore. En effet, l'idée de cette nouvelle opération, a germé au cours de la crise sanitaire, où La direction de l'EPIC CET a donné des masques de protection contre des bouteilles en plastique.

LAGHOUAT

1.450 ruches attribuées pour soutenir les petits éleveurs

Au moins 1.450 ruches d'abeilles ont été attribuées par la Conservation des forêts à de petits éleveurs de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris jeudi de la responsable du projet, Affef Mimouni.

Entrant dans le cadre du fonds de soutien au développement des régions du Sud, pour un montant de 20 millions DA, l'opération porte sur un total de 2.000 ruches d'abeilles, dont 1.450 unités ont été attribuées, le reste devant l'être prochainement, a-t-elle précisé. Parmi les petits éleveurs concernés, dix-sept (17) femmes, toutes ayant suivi une formation diplômante en apiculture au niveau de centres de la formation professionnelle, ont bénéficié de cette opération, a fait savoir Mme Mimouni.

Selon la responsable du projet, les conditions naturelles et climatiques de la région sont favorables à ce type d'élevage, voire même pour une production de miel de grande qualité à considérer l'abondance du jujubier, faisant que la filière est jugée économiquement très rentable.

Les services des forêts ont pour cela, et avec le concours des services agricoles et de l'Industrie, arreté une feuille de route visant à permettre à la wilaya de Laghouat de bien développer la production mellifère dans ses différentes variétés, a-t-elle ajouté.

Pour Mme Azza Guerinet, une des bénéficiaires, l'opération est le prélude à la concrétisation de la notion de femme entrepreneure, notamment la femme rurale qui dispose de potentialités l'habilitant à réussir des projets agricoles.

CULTURE DE LA BANANE À JIJE

Le jeune Zoheir Fatssi concrétise son rêve

Le jeune Zoheir Fatssi a réussi à relancer la culture de la banane dans la wilaya de Jijel, en recourant à la culture sous serres multi-chapelles, dont les primeurs sont attendues avant la fin du mois en cours.



Dans sa ferme située dans la région de Guemar, dans la commune de Chekfa, Zoheir a fait part à l'APS de son "rêve" qui commence à se réaliser depuis l'apparition des premières bananes, un produit très demandé sur le marché local, précisant attendre ce moment depuis 14 mois, la période nécessaire à la floraison avant la fructification qui intervient par la suite tous les 7 mois. Ayant concrétisé ce projet dans le cadre d'un financement de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), Zoheir a indiqué que le succès réalisé est le résultat d'efforts consentis tout au long de plusieurs phases. Et d'ajouter : "J'ai d'abord étudié la faisabilité de la culture de ce fruit avec le soutien de la Chambre d'agriculture, et après avoir été certain que ce projet serait rentable, j'ai suivi une formation sur la plantation des bananiers puis j'ai déposé un dossier afin de solliciter un soutien financier auprès de l'Agence nationale pour le soutien à l'emploi des jeunes de Jijel". Après l'approbation de mon dossier, Zoheir a loué une terre agricole pour y implanter ses bananiers, car n'en possédant pas une. Le jeune agriculteur y a installé une serre en plastique multi-chapelles achetée à près de 10 millions de dinars.

Il a veillé soigneusement à surveiller l'évolution de la culture de bananiers, à partir de la plantation des plants jusqu'à l'émergence des premiers rameaux renfermant environ 50 kg de bananes dans un premier temps, avant d'atteindre 70 kg ou plus durant la seconde production après 7 mois.

Parmi les premiers indices du succès de son projet, Zoheir a fait par des contacts d'un grossiste désirant lui acheter l'intégralité de sa production, en plus de diverses autres sollicitations émanant d'investisseurs locaux en quête de plants de bananiers. "Dans un premier temps, j'ai cédé 300 plants à un jeune homme de la région ayant exprimé le souhait d'entreprendre un investissement similaire", a-t-il dit.

Concernant la qualité de sa production, Zoheir a indiqué que "la banane locale aura incontestablement un écho favorable, car elle diffère grandement des bananes importées, que ce soit en matière de saveur que de parfum", assurant ne pas avoir recouru aux engrais et que son fruit dont la longueur varie entre 20 et 32 cm est "100% bio".

Par ailleurs, dans la perspective de vendre sa production sur le marché local au cours de ce mois, Zoheir ambitionne de déployer son investissement en créant une "pépinière de bananiers", dans le but de fournir des plants à de jeunes exploitants ambitionnant de se lancer dans l'agriculture de ce fruit, faisant également part de son désir d'acquiescer une terre agricole pour en finir avec la location".

La culture de la banane sous serre, un investissement rentable

De son côté, Yacine Zeddou, secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Jijel, a fait savoir à l'APS que la production de bananes sous serres multi-chapelles est "un investissement rentable".

Il a indiqué que la chambre de l'agriculture a prêté assistance, technique essentiellement, à trois jeunes de la wilaya de Jijel, à l'instar de Zoheir Fatssi, et qui s'est soldée par des résultats "satisfaisants dès les premières étapes de la production".

"L'utilisation de serres multi-chapelles d'une hauteur de plus de 6 mètres a permis de fortifier la culture et de ne pas exploiter de grandes surfaces agricoles, et ce, avec un rendement amplifié puisque 1000 arbustes peuvent être plantés dans chaque serre avec une production prévisionnelle oscillant entre 60 et 100 kg par arbre, équivalant à une production totale de 100 tonnes dans chaque serre", a relevé le même responsable.

M. Zeddou a également souligné que l'expérience menée par la Chambre d'agriculture avec le jeune Zoheir, à travers son accompagnement constant, a permis d'accroître cette culture à travers la plantation de 1100 plants environ dans seulement un quart d'hectare pour un résultat "très satisfaisant puisque tous les plants ont donné des fruits en abondance, soit quatre fois une culture de façon ordinaire", a-t-il dit.

Dans ce même contexte, le SG de la Chambre d'agriculture de Jijel a relevé l'importance de s'engager dans ce type d'agriculture "fructueuse" qui permettra au consommateur algérien d'en connaître les origines et la qualité du produit par rapport au fruit importé, en plus de "contribuer, après le succès de cette culture au niveau national, de réduire la facture d'importation et d'engranger de la devise forte".

TISSEMSILT

Assainissement du foncier industriel et agricole

Les autorités de la wilaya de Tissemsilt ont lancé une opération d'assainissement du foncier industriel et agricole, a-t-on appris mercredi du wali, Abbès Badaoui. Lors des travaux de la 3e session ordinaire de l'APW, le wali a indiqué qu'une opération d'assainissement du foncier industriel et agricole a été entamée pour démasquer les faux investisseurs et récupérer les assiettes foncières inexploitées, affirmant que ceux qui désirent investir dans la wilaya trouveront toutes les facilités et le soutien. Par ailleurs, les comités de dairas étudient les dossiers des

demandeurs de logement. L'opération devrait s'achever dans les trois prochains mois pour pouvoir publier les listes de bénéficiaires, a-t-on ajouté. Le wali a, en outre, fait part de la volonté des autorités locales de concrétiser le plan quinquennal du secteur de l'agriculture qui comporte des mesures pour la réussite de la campagne labours-semailles et l'amélioration de la production surtout en céréaliculture avec l'utilisation de l'irrigation d'appoint et la facilitation des procédures administratives et de financement des agriculteurs. Le chef de l'exécutif local

a salué au passage les efforts déployés par les staffs médicaux et paramédicaux pour lutter contre la pandémie du coronavirus, ainsi que des staffs de l'éducation pour la réussite des examens de fin d'année scolaire et de la nouvelle rentrée des classes avec l'application du protocole sanitaire. L'ordre du jour de la 3e session ordinaire de l'APW a concerné le budget primitif de l'exercice 2021, la campagne labours-semailles et la situation sanitaire dans la wilaya à l'ère de la pandémie du Covid-19.

TIZI-OUZOU

Nécessité de doter l'artisanat d'une valeur marchande

L'artisanat doit être doté d'une valeur marchande pour pouvoir se perpétuer et prétendre à l'universalité, ont estimé mercredi des intervenants à une conférence-débat organisée à la maison de la culture Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou à l'occasion d'un salon des savoir-faire.



Le travail artisanal doit avoir une valeur marchande qui doit correspondre à sa valeur symbolique pour pouvoir se maintenir et se perpétuer comme symbole de notre identité", a estimé l'archéologue Hamid Bilek lors de son intervention "Savoir et savoir-faire éléments constitutifs d'une identité". Dressant un tableau de la réalité de l'artisanat dans le contexte mondial marqué par "une mon-

dialisation capitaliste et marchande qui ne laisse pas de place aux faibles", l'archéologue a considéré que "le produit et le travail artisanaux devraient s'adapter aux exigences de cette réalité et ne plus être perçus comme des produits exotiques". Il faudrait, a-t-il préconisé à ce titre, "offrir aux artisans les moyens et conditions de pouvoir vivre de leurs savoir-faire et être en mesure de le perpétuer pour faire face à l'invasion de produits

industriels, par la mise en place de dispositifs d'appui au métier et le développement d'espaces de commercialisation". Citant, à titre d'exemple, les produits de poterie industrielle tunisienne qui ont "envahi le marché national, agrémentés de motifs artisanaux et vendus à des prix compétitifs", il dira qu'il "est difficile de distinguer entre ces produits et ceux de l'artisanat local". Pour sa part, l'écrivain et universitaire, Hacène Hellouane, a sou-

levé lors de son intervention, la nécessité "d'actualiser l'artisanat pour continuer prétendre à notre part d'universalité", faisant remarquer que "l'artisanat est la somme d'un avoir et d'un savoir-faire constituant une Vision du monde". M. Hellouane a, également, estimé, que "l'artisanat ne pourra se développer ou se perpétuer en dehors d'une perspective permettant le développement économique et social de l'artisan lui-même".

ADRAR

Ouverture de la première école privée dans le Grand Sud

Une école d'enseignement général, fruit d'un investissement privé et première du genre dans le Grand sud, a été mise en service vendredi à Adrar. Ce projet, qui a généré 35 postes d'emplois, entre personnel pédagogique, administratif et autres professionnels, assure dans une première phase un enseignement dans les cycles préparatoire, primaire et moyen, en attendant l'intégration du cycle secondaire au début de la prochaine saison scolaire, a affirmé la promotrice du projet, Mme. Keltoum Ferdjani. L'école en question, couvrant une superficie de 1.000 m² et pour laquelle a été consenti un investissement de près de 80 millions DA (réalisation, équipement et services), dispose de 20 classes, des laboratoires, ainsi que des salles d'informatique et de lecture et une autre pour les enseignants, a-t-elle fait savoir. En plus d'assurer la restauration et le transport aux élèves, elle comprend aussi une infirmerie, encadrée par des techniciens de la santé et une psychologue orthophoniste pour le suivi et l'accompagnement des élèves, surtout en cette conjoncture de pandémie du Covid-19, a ajouté Mme Ferdjani qui avait déjà ouvert en 2000 à Adrar un centre de formation professionnelle et de langues. Lors de la cérémonie inaugurale, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a salué l'initiative qui va dans le sens de la contribution à la formation des générations de demain, tout en insistant sur l'inculcation aux élèves des valeurs de citoyenneté et des idéaux inspirés de nos valeurs nationales authentiques.

CONSTANTINE

Lutte contre la chasse anarchique

La Conservation des forêts de Constantine en collaboration avec la Fédération locale des chasseurs ont intensifié les patrouilles à travers les différentes régions forestières de la wilaya pour lutter contre la chasse anarchique et sensibiliser sur l'importance de préserver la faune, a-t-on appris mercredi, auprès de cette structure. L'opération intervient après la décision prise récemment par les pouvoirs publics portant reprise de l'activité de la chasse, a précisé le chargé de l'information et de la communication auprès de la Conservation locale des forêts, Ali Zaghrour qui a ajouté que des sorties de terrain ont ciblé les sites Djebel Ezouazi entre les communes d'Ain Smara et Ibn Ziad et la localité Amstass à la commune d'Ain Abid, connue par la pratique de la chasse anarchique. La sensibilisation des chasseurs quant à l'importance du respect de la déontologie et des saisons de la chasse, la non utilisation des véhicules et motocycles ainsi que les projecteurs le soir au cours de la chasse en sus de la préservation de la faune sont les principales orientations et recommandations données au

cours de ces patrouilles devant permettre de lutter efficacement contre la chasse sauvage anarchique, a-t-il souligné. Selon le même responsable, 65 zones ont été proposées pour la chasse totalisant 21.497 hectares à travers les douze communes de la wilaya, dont Stayah dans la commune de Didouche Mourad, Bounaâdja à Béni H'midène, et Amstass dans la commune d'Ain Abid relevant que ces zones abritent la perdrix, le lièvre, le sanglier et le canard notamment. Au total, 286 chasseurs adhérents dans 11 associations de chasse de la wilaya de Constantine ont bénéficié récemment d'une session de formation organisée en collaboration avec la Fédération de wilaya des chasseurs, au cours de laquelle des cours théoriques et pratiques ont été donnés sur l'éthique de la chasse, l'utilisation des armes et la législation régulant ce domaine, a rappelé M. Zakrou. La même source qui a fait état de la délivrance de 128 autorisations de chasse avec arme à feu (fusil de chasse), a ajouté qu'il sera procédé "prochainement" à la formation de 600 autres chasseurs.

CONSTANTINE

Réception "avant fin juin prochain" de 400 LPA à Zighoud Youcef

Pas moins de 400 logements promotionnels aidés (LPA) en cours de réalisation dans la commune de Zighoud Youcef (Constantine), seront réceptionnés "avant la fin du mois de juin prochain", a indiqué jeudi, le wali Ahmed Abdelhafid Saci. S'exprimant lors de sa visite de travail et d'inspection à la दौरa de Zighoud Youcef, le même responsable a précisé que toutes les mesures administratives visant la relance des actions liées notamment aux travaux de viabilisation, d'aménagement extérieur et de raccordement aux réseaux divers de ces logements dont le projet a enregistré un retard depuis plusieurs années, seront prises pour assurer le respect de délais de réception de ce projet. Le taux d'avancement des travaux de cette opération lancée depuis l'année 2014 a atteint actuellement près de 55 %, selon les explications présentées par les services de la direction du logement. Dans la même commune, le wali a, par ailleurs, exprimé son mécontentement quant au retard enregistré dans le chantier de réalisation de 300 logements publics locatifs (LPL) faisant partie d'un programme de 800 unités du même segment. Sur le site, M. Saci a donné des instructions fermes à l'effet d'accélérer la cadence de réalisation de ces logements et rattraper le retard signalé. Il a aussi donné des directives à l'entreprise publique chargée de la réalisation de ce projet à œuvrer à payer les ouvriers de ce chantier qui "attendent leur paiement depuis deux mois". Au village Mihoubi, relevant de la même localité, le chef de l'exécutif local a visité un autre projet de réalisation d'un réservoir d'eau, d'une capacité de 1000 m³, destiné au renforcement de la distribution de l'eau potable dans les mechtas de Ben Djedou et de Mihoubi. Selon les services locaux des ressources en eau, les travaux de construction de cet ouvrage hydraulique destiné à soutenir l'AEP en faveur d'une population de près de 3500 âmes ont atteint actuellement 70 % et sera réceptionné "d'ici un mois". Aussi et dans la même zone, deux opérations consistant en la réhabilitation des routes de cette mechta et d'extension des classes de l'école primaire Boucheriha, ont fait l'objet d'une visite d'inspection. Les travaux de goudronnage de la voirie affichent 85 pc de taux d'avancement et ceux de l'extension de l'établissement scolaire sont à 35 %, selon des explications données sur place. D'autres instructions relatives au désenclavement de la zone d'ombre de Medaouada, située à plus de 25 km du chef-lieu de la commune de Zighoud Youcef, à travers la réalisation d'un tronçon routier de 5 km, ont été données sur place. Dans la commune de Beni H'midène, le même responsable s'est engagé à concrétiser des projets de développement local au profit de plusieurs zones d'ombre dont les mechtas Djenane El Baz, Sous-sani et d'Ain El Hamra.



FOOT-CLASSEMENT HISTORIQUE DES BUTEURS

Bounedjah intègre le Top 10



L'attaquant international Baghdad Bounedjah, auteur jeudi de son 16e but avec l'équipe nationale d'Algérie de football, lors de la victoire décrochée au stade du 5-juillet d'Alger face au Zimbabwe (3-1), dans le cadre de la 3e journée (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021, a intégré le top 10 du classement historique des buteurs des "Verts".

L'attaquant d'Al-Sadd (Div.1/ Qatar), resté muet lors des deux derniers matchs amicaux disputés en octobre: face au Nigeria (1-0) en Autriche, et devant le Mexique (2-2) aux Pays-Bas, a retrouvé le chemin des filets, en ouvrant le score contre les

Warriros (31e). Convoqué pour la première fois en sélection algérienne en 2014, sous l'ère de l'ancien sélectionneur français Christian Gourcuff, Bounedjah (29 ans) est devenu un titulaire indiscutable dans le dispositif du coach des "Verts" Djamel Belmadi. Avec cette 16e réalisation, le natif d'Oran dépasse au classement l'ancien ailier de charme du RC Kouba Salah Assad, qui compte 15 réalisations sous le maillot national. De son côté, le capitaine de l'équipe nationale Riyad Mahrez, auteur de son 17e but avec l'Algérie, revient à un but de Rafik Saïfi, qui compte 18 réalisations au compteur.

Le Top 10 des buteurs historiques de l'équipe nationale:

- 1- Abdelhafid Tassfaou (36 buts)
- 2- Islam Slimani (30 buts) en activité
- 3- Rabah Madjer (28 buts)
- 4- Lakhdar Belloumi (27 buts)
- 5- Djamel Menad (25 buts)
- 6- Hilal Soudani (23 buts) en activité
- 7- Tedj Bensaoula (19 buts)
- 8- Rafik Saïfi (18 buts)
- 9- Riyad Mahrez (17 buts) en activité
- 10- Baghdad Bounedjah (16 buts) en activité.

Brèves

MONDIAL-2022/
QUALIFS

Le Brésil bat
le Venezuela 1-0

En l'absence de Neymar, blessé à la cuisse, le Brésil a peiné pour battre le Venezuela 1-0 vendredi, au stade Morumbi de Sao Paulo, lors de la troisième journée des qualifications sud-américaines du Mondial-2022. Roberto Firmino a marqué le seul but de la rencontre de la tête, sur un centre d'Everton Ribeiro, après une belle ouverture du jeune Lucas Paqueta. Avec trois victoires en trois matches, la Seleçao est seule en tête, deux points devant l'Argentine, qui a concédé le match nul chez elle jeudi face au Paraguay (1-1). Mardi, les Brésiliens se rendront à Montevideo pour un choc contre l'Uruguay, qui a surclassé la Colombie (3-0). victoire du Chili sur le Pérou 2-0 Le Chili a battu le Pérou sur le score de 2 buts à 0 à l'issue de la rencontre disputée, vendredi soir au stade national de Santiago, lors de la 3ème journée des éliminatoires de la zone Amérique du Sud pour la Coupe du Monde 2022 de football. Les deux réalisations chiliennes ont été inscrites par Arturo Vidal à la 20e et 35e minute.

FRANCE

Ryad Boudebouz a rejoué
pour Saint-Etienne en
amical

L'international algérien de l'A Saint Etienne (Ligue 1 française) Ryad Boudebouz, écarté du groupe professionnel depuis le début de la saison en cours, a rejoué avec son club lors du match amical face à Grenoble (L2), ce vendredi après-midi (3-2). Le meneur de jeu algérien a été incorporé à la mi-temps de la partie contre Grenoble, actuel 8e de Ligue 2, organisé au centre sportif Robert-Herbin. Positionné à la droite de Benkhedim, Boudebouz s'est illustré en déposant un coup franc rentrant sur la tête d'Abi (53e), qu'il a ensuite cherché dans la surface (80e). Placé cet été sur la liste des joueurs indésirables par Claude Puel, manager général de l'AS Saint-Etienne, Ryad Boudebouz (30 ans, sous contrat jusqu'au 30 juin 2022) était sur le point de rejoindre le championnat qatari avant qu'il ne décide de rester en France après l'échec de son transfert au Qatar SC. Arrivé à Saint-Etienne au cours du mercato estival 2019 en provenance du Betis Séville, Boudebouz (25 sélections) n'a inscrit qu'un seul but en 24 matches la saison dernière, et délivré quatre passes décisives.

R.S

FÉDÉRATION
ÉGYPTIENNE
DE FOOTBALL

L'attaquant de Liverpool
Mohamed Salah testé
positif

L'attaquant égyptien de Liverpool Mohamed Salah a été testé positif au Covid-19, a annoncé vendredi la Fédération égyptienne de football dans un communiqué. Salah, qui participait au rassemblement des Pharaons lors de cette semaine de rencontres internationales, "ne présente aucun symptôme" et les "autres membres de l'équipe ont été testés négatifs", ajoute la fédération. L'Égypte doit affronter le Togo à domicile samedi, avant le match retour mardi dans le cadre des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations de football 2021, reprogrammée en 2022. Salah va être placé en isolement, a précisé la fédération. Pour Liverpool, la série noire se poursuit, même si l'absence de Salah ne devrait normalement pas être trop longue. Selon la BBC, il devrait manquer deux matches de son équipe le 21 novembre face à Leicester en Championnat d'Angleterre et la rencontre de Ligue des champions contre l'Atalanta quatre jours plus tard.

R.S

ELECTIONS DU CONSEIL DE LA FIFA (AFRIQUE)

Quatre candidats dont
Zetchi pour deux sièges

Quatre candidats dont le président de la Fédération algérienne de football Khiredine Zetchi sont en lice, en attendant la liste officielle en vue de l'élection des représentants africains au Conseil de la Fédération internationale de football (Fifa), lors de la prochaine Assemblée générale électorale de la Confédération africaine de football (CAF) prévue le 12 mars 2021 au Maroc.



Outre le président de la CAF, les trois autres candidats pour les deux sièges libérés en fin de mandat de quatre ans par le Tunisien Tarek Bouchamoui et l'Égyptien Hani Abo Rida sont: le Marocain Fawzi Lekdjaa, l'Équato-guinéen Gustavo Ndong et Abo Rida qui brigue un second mandat.

La candidature de Zetchi pour le plus haut organe exécutif du football mondial constitue une véritable surprise et surtout un sacré défi pour le patron de la FAF qui tentera de devenir la deuxième personnalité sportive algérienne à siéger au sein de la Fifa après Mohamed Raou-raoua qui avait été élu membre

du Comité exécutif de l'instance internationale lors de l'Assemblée générale électorale de la CAF en février 2011 à Khartoum (Soudan).

Pour rappel, le continent africain compte sept représentants au sein du Conseil de la Fifa, il s'agit du président de la CAF Ahmad Ahmed (Vice-président de la Fifa), Hani Abo Rida (Égypte), Bouchamaoui Tarek (Tunisie), Camara Almamy Kabele (Guinée), Nsekra Lydia (Burundi), Nyamilandu Walter (Malawi), Omari Constant (RD Congo).

Les candidatures au Conseil de la Fifa sont réparties selon les zones linguistiques. Les franco-phones et anglophones auront

chacun deux représentants. Les arabophones, les lusophones et les hispanophones auront deux sièges seulement, selon les nouveaux statuts de la CAF.

Outre l'élection des représentants africains au Conseil de la Fifa, l'AGE de la CAF du 12 mars procédera également à l'élection du président de l'instance africaine et des membres du comité exécutif.

Cinq candidats sont en course pour la présidentielle de la CAF: le Malgache Ahmad Ahmad, actuel président de la CAF, le Mauritanien Ahmed Yahya, l'Ivoirien Jacques Anouma, le milliardaire sud-africain Patrice Motsepe et le Sénégalais Augustin Senghor. M. Ahmad brigue

un deuxième mandat malgré des accusations de corruption et de harcèlement et des critiques sur sa gestion financière. La date de clôture du dépôt des candidatures a pris fin jeudi 12 novembre. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021.

Pour être valable, tout candidat doit obtenir le parrainage de trois fédérations membres de la CAF, dont celle de son pays. Il faut ensuite obtenir la majorité des voix lors de l'élection. Ahmad Ahmad avait été élu à la tête de la CAF en 2017, en remplacement du Camerounais Issa Hayatou.

R.S

CAN 2021

La Tunisie s'impose face à la Tanzanie

La sélection tunisienne de football s'est imposée, vendredi dans la soirée, face à son homologue tanzanienne par 1-0. Disputée à huis clos (décision dictée par le protocole sanitaire mis en place par les autorités tunisiennes) sur la pelouse du stade Hamadi Aguerbi (banlieue sud de Tunis), cette rencontre s'inscrit pour le compte de la 3e journée des qualificatifs pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) prévue en 2021 au Cameroun. Leaders du groupe (J) des qualificatifs, les "Aigles de Carthage" avancent à pas sûrs vers une 20e participation à la phase finale de la CAN 2021, en faisant le plein, avec trois victoires sur trois matches disputés (9 points).

Ce groupe comporte, outre la Tunisie et son adversaire du jour (Tanzanie), la Libye et la Guinée Equatoriale: ces trois sélections se partagent la 2e place avec 3 points,

chacune. Reste à jouer pour les Tunisiens trois matchs dont deux en déplacement, respectivement face à la Tanzanie (17 novembre) et la Libye (22 mars 2021) pour en finir avec une ultime rencontre, à Tunis, face à la Guinée Equatoriale (30 mars 2021).

En Coupe d'Afrique des Nations, la Tunisie a marqué sa présence dans 19 phases finales dans l'histoire de cette compétition continentale où ce pays a été sacré champion en 2004, une édition organisée par la Tunisie.

LE NIGERIA PIÉGÉ
PAR LA SIERRA LEONE 4-4

Les Super Eagles du Nigeria ont concédé un incroyable nul face à la Sierra Leone (4-4) vendredi à Benin City en match comptant pour la troisième journée des

qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021, groupe C.

Les hommes de Gernot Rohr avaient pourtant débuté idéalement cette rencontre et pris le large grâce à des attaquants en verve, Iwobi (4eme, 27eme), Osimhen (21eme) et Chukwueze (29eme) affolant le tableau d'affichage. La réduction du score de Quee (41eme) sonnait comme une piqure de rappel, mais le plus incroyable survenait dans les vingt dernières minutes. Alhadi Kamara (72eme), Mustapha Bundu (80eme) faisaient renaitre l'espoir et c'est encore Kamara (86eme) qui signait le but de l'exploit. Les Super Eagles perdent non seulement la face, mais aussi l'occasion de se rapprocher de la qualification dans ce groupe C. La manche retour arrive mardi pour offrir une revanche aux médaillés de bronze de la CAN 2021.

R.S

AG ORDINAIRE DU COA

Adoption des bilans, deux nouveaux membres intègrent le bureau exécutif

Les membres de l'assemblée générale ordinaire (AGO) du Comité olympique et sportif algérien (COA), ont adopté hier à Alger à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019, alors que deux nouveaux membres ont été élus au sein du bureau exécutif.



Cette AGO, à laquelle ont pris part 54 membres sur les 89 que compte l'assemblée dont 19 fédérations olympiques, a approuvé également le plan d'action et les prévisions budgétaires de l'exercice 2020.

Dans son allocution à l'ouverture des travaux, le président du COA, Abderrahmane Hammad, a fait un état des lieux des activités menées par l'instance olympique durant l'année 2019 et les différentes difficultés rencontrées par les fédérations olympiques en cette période marquée par la pandémie de Covid-19.

"Nous sommes conscients des enjeux et défis auxquels vous faites face, mais vous devez savoir que l'instance olympique n'a jamais failli à ses missions et sera toujours à vos côtés pour atteindre les objectifs es-

comptés", a déclaré Hammad en s'adressant aux membres de l'AG.

Le président du COA s'est félicité également du soutien de l'ensemble des partenaires du mouvement sportif national, ce qui lui permet de se consacrer entièrement à ses tâches et missions, tout en appelant la famille olympique à redoubler d'efforts et accompagner les athlètes qui se préparent aux tournois de qualification pour les Jeux Olympiques de Tokyo-2020.

"Outre l'adoption à l'unanimité des bilans moral et financier de l'exercice 2019, les membres de l'AG ont approuvé aussi l'admission de la Fédération algérienne de triathlon comme membre de droit de l'assemblée du COA", a indiqué à l'APS Rabah Bouarifi, secrétaire général de l'instance olympique. Par ailleurs, les membres de

l'AG ont procédé au renouvellement partiel de la composante du bureau exécutif du COA, à l'issue d'un vote à bulletin secret. Deux nouveaux membres de l'exécutif ont en effet été élus : Feriel Chouiter, docteur en médecine, qui a récolté 63 voix et Elhadi Mossab, président de la Fédération nationale du sport pour tous (68 voix). Quatre autres candidats étaient également en lice pour l'élection partielle du bureau exécutif. Il s'agit de Soraya Haddad (ancienne judokate/42 voix), Faïrouz Dih (ex-internationale de basket-ball/4 voix), Azzedine-Brahim Djelloul, président de la Fédération algérienne des échecs (FADE/15 voix) et Ghadir Sadi, président de la Fédération algérienne du sport universitaire (FASU/26 voix).

R.S

Brèves

FOOT

Nouveau stage pour la sélection nationale U20 à Alger

La sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) effectuera un nouveau stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), du 15 au 20 novembre, a annoncé hier la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Le sélectionneur national de la catégorie, Saber Bensmain, a fait appel à 25 joueurs évoluant dans le championnat national, dans le cadre de ce regroupement.

Les U20, avec des joueurs évoluant à l'étranger, étaient déjà en stage du 30 octobre au 9 novembre, soldé par deux défaites en amical face aux équipes premières du Paradou AC (1-2) et de l'USM Alger (0-6). Ces stages entrent dans le cadre de la préparation des "verts" pour le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévu du 13 au 28 décembre en Tunisie et qualificatif à la CAN-2021 en Mauritanie.

Voici par ailleurs la liste des 25 joueurs convoqués : Gardiens de but : Maâchou Redouane (USM Bel-Abbès), Ramdane Abdelatif (JS Kabylie), Yacoubi Mohamed Amine (MC Alger) Joueurs de champ : Hamidi Mohamed Réda, Bara Khalil, Mancor Abdeladjalil, Dadda Mlioud Abdessalam, Zerrouki Merouane, Titraoui Yacine Meg, Boukerma Mohamed (Paradou AC), Bekkouche Chamseddine, Belkhir Mohamed Islam, Azzi Mohammed, Belhaidja Mounir, Djelloul Abou M'hamed, Bouras Akram (CR Belouizdad), Rahmani Aymen, Boukerma Djelloul (MC Alger), Bekrar Moncef, Darfalou Khalil (ES Sétif), Arfi Hodeifa (JS Kabylie), Tamimi Abdelkader, Belloumi Mohamed El Bachir (MC Oran), Bouchanene Aymen (USM Alger), Saber Abderraouf (HB Chelghoum Laid).

R.S

TIZI-OUZOU

Moh-Chérif Hannachi enterré en présence d'une foule nombreuse

L'ancien président de la JS Kabylie, Mohand Chérif Hannachi, décédé vendredi à l'âge de 70 ans des suites d'une longue maladie, a été enterré hier dans son village natal d'Ighil n'Tazarth dans la commune de Larbaâ n'Ath Irathen, à une trentaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, en présence d'une foule nombreuse.

L'enterrement, qui s'est déroulé dans des conditions particulières liées à la pandémie de la Covid-19, a été marqué par un respect relatif des mesures barrières dont le port du masque protecteur par la majorité des présents, même s'il était difficile d'observer la distanciation physique en présence d'une foule nombreuse dont plusieurs figures du monde sportif particulièrement footballistique, de fans et de citoyens. Pour une meilleure gestion des funérailles et de la foule qui a afflué de plusieurs wilayas du pays, dès la matinée, un comité d'organisation a été mis en place. Les présents ont suivi la déposition

jusqu'au cimetière pour rendre un dernier hommage à celui "qui a fait de la JSK un club connu mondialement", selon plusieurs témoignages de personnalités et d'anonymes. Mourad Karoui, ancien joueur de la JSK, a rappelé, pour sa part, que le défunt "a consacré toute sa vie à la JSK qui est devenue sa deuxième famille et s'est sacrifié pour elle. Il a tout fait pour que ce club se maintienne en première division et lui éviter la relégation". L'ex-gardien de but Omar Hamenad, visiblement marqué par la perte de Moh-Chérif Hannachi, a exprimé la "forte douleur" qu'il ressent suite au décès de cet homme "qui a marqué de son nom le club", tandis que l'ancien attaquant Fawzi Moussouni a témoigné que le défunt a été un "bon dirigeant qui a œuvré dans l'intérêt du club afin qu'il puisse avancer". Des membres de l'actuelle direction de la JSK, dont Nassim Abderrahmane et le médecin des "Canaris", Djadjoua, le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, l'ancien patron de l'USM Alger, Saïd Aïlik, qui a rappelé le "patriotisme" de Hannachi, l'ex-dirigeant du MC Alger, Omar Gherib et de nombreux joueurs (anciens ou en activité), entre autres Rabie Meftah, Walid Bencherif, Lounés Gouaoui, Hakim Meddane et Brahim Zafour, ainsi que de nombreux fans étaient présents à l'enterrement. D'abord ancien joueur de la JSK (1969-1983), Hannachi avait pris les rênes des "Canaris" en 1993. Durant son parcours en tant que président, il a remporté plusieurs titres sur la scène nationale et continentale, faisant de lui le président le plus couronné d'Algérie. Il avait quitté son poste en 2017.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (2020-2021) (SYSTÈME DE COMPÉTITION)

Zetchi prêt à discuter avec les clubs pour un éventuel changement

Le président de la fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, s'est dit prêt à discuter avec les présidents de clubs de la Ligue 1 professionnelle, dont la majorité souhaite revoir le système de compétition à 38 journées.

"Si la majorité des clubs souhaitent revoir le système de compétition, en adoptant un championnat à deux groupes, je suis prêt à en discuter. Je ne suis pas contre l'idée, mais nous allons aborder le sujet, et voir les avantages et les inconvénients de cette formule. Je tiens à préciser qu'aucune décision n'a encore été prise. Jusqu'à preuve du contraire, un championnat à 38 journées est toujours de mise" a-t-il déclaré aux médias.

Le patron de la FAF s'exprimait à l'aéroport Houari-Boumediène, peu avant le départ de

la délégation de l'équipe nationale pour Harare, à bord d'un avion spécial, en vue du match face au Zimbabwe, lundi prochain (16h00, algériennes), comptant pour la 4e journée (Gr.H) des qualifications de la CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022. Plusieurs clubs de l'élite ont proposé aux instances nationales de football un calendrier avec deux groupes de dix (10) clubs chacun : (Centre-Est, Centre-Ouest) avec play-off et play-down, au lieu d'un championnat à 38 journées. Pourtant, la majorité des clubs professionnels, avait opté pour un championnat à 38 journées, dans le cadre du changement du système de compétition pyramidal, décidé par la FAF.

La FAF a fixé au samedi 28 novembre, le déroulement de la première journée du championnat, en présence désormais de 20 clubs

au lieu de 16. Le début du championnat sera précédé une semaine plus tôt par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie, opposant le CR Belouizdad et l'USM Alger au stade olympique du 5-juillet.

"Nous sommes en contact avec le Ministère de la jeunesse et des sports, qui par le biais du ministère de la santé, suit l'évolution de la situation sanitaire. La santé de nos joueurs et des supporters est le plus important.

La position de la FAF a toujours été de retrouver la compétition, tout en appliquant le protocole sanitaire. Au jour d'aujourd'hui, la Supercoupe d'Algérie, prévue le 21 novembre, et le coup d'envoi du championnat, fixé au 28 novembre, sont maintenus", a-t-il conclu.

R.S

Brèves

PRÉSIDENTIELLE AU NIGER

La Cour constitutionnelle valide 30 candidatures

La Cour constitutionnelle du Niger a validé 30 candidatures à la présidentielle du 27 décembre, dont, celle de l'ancien ministre de l'Intérieur Mohamed Bazoum, 60 ans, candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS, au pouvoir).

Parmi les candidats en lice on compte également le général Salou Djibo, ex-chef de la junte militaire au pouvoir de février 2010 à avril 2011, investi par le parti Paix-Justice-Progress (PJP). Deux autres poids lourds, Seïni Oumarou, le dirigeant du Mouvement national pour la société de développement (MNSD, 3e en 2016) et Mahamane Ousmane, ex-président de 1993 à 1996 (4e en 2016), sont aussi dans la course, ainsi que l'ex-chef de la diplomatie, Ibrahim Yacouba (5e en 2016).

La Cour constitutionnelle a aussi invalidé une dizaine d'autres candidats au scrutin du 27 décembre (couplé aux législatives), auquel le président Issoufou ne se représente pas, conformément à la Constitution nigérienne qui n'autorise que deux mandats.

CÔTE D'IVOIRE
Déploiement de forces dans le nord par crainte d'infiltration terroriste

L'armée s'est déployée en force dans le nord de la Côte d'Ivoire, dans le secteur de Tengrela tout proche de la frontière malienne (900 km d'Abidjan) en raison de craintes d'une infiltration terroriste, ont indiqué vendredi des sources sécuritaires et un préfet. De nombreux militaires lourdement armés se sont déployés dans et autour de la ville alors que des patrouilles vont et viennent. Un avion militaire survole aussi la zone, selon plusieurs témoins. Les autorités maliennes ont informé les autorités ivoiriennes que des terroristes se seraient "infiltrés" en Côte d'Ivoire et seraient "prêts à agir", a affirmé une source sécuritaire à Tengrela. Une autre source sécuritaire à Abidjan a affirmé que les autorités "prenaient très au sérieux cette menace et les informations venant du Mali". Joint au téléphone, le préfet de Tengrela Cyrille Ambroise Diomandé a confirmé la raison du déploiement : "Les militaires ivoiriens ont eu l'information de la menace d'attaque terroriste "donc ils sont là. A notre niveau on ne peut rien dire de plus", a-t-il dit.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Biden remporte au final 306 grands électeurs



Le démocrate Joe Biden a finalement remporté 306 grands électeurs contre 232 pour son rival républicain Donald Trump, après l'annonce vendredi par les grands médias américains des résultats de la présidentielle dans les deux Etats où ils n'avaient pas encore été proclamés.

Le président élu Joe Biden a été déclaré vainqueur en Géorgie (16 grands électeurs), Donald Trump en Caroline du Nord (15), ont précisé ces médias, parmi lesquels CNN. La répartition des grands électeurs est exactement la même que lors de la présidentielle de 2016, mais inversée: à l'époque,

Donald Trump en avait 306 à son actif, contre 232 pour Hillary Clinton. Aucun démocrate n'a remporté la Géorgie depuis 1992. L'avance de Donald Trump n'a cessé d'y fondre avec l'avancée du comptage, et Joe Biden est passé devant lui dans la nuit du 5 novembre.

Donald Trump était lui sans surprise donné vainqueur en Caroline du Nord, Etat du Sud-Est traditionnellement républicain. Le président sortant n'a toujours pas concédé la défaite et continue d'affirmer, sans preuves, que l'élection a été "truquée".

MOHAMED FARMAJO (PRÉSIDENT SOMALIEN)
La Somalie est prête à organiser des élections crédibles

Le président somalien Mohamed Farmajo a assuré à ses concitoyens et aux partenaires du pays que la Somalie était prête à organiser des élections législatives et présidentielles crédibles comme prévu. M. Farmajo, qui a signé des accords électoraux récemment conclus, a exprimé son optimisme concernant l'état de préparation du pays lors de la signature de cet accord, qui marque le point culminant d'un accord politique inclusif sur l'organisa-

tion d'élections indirectes, accord conclu à Mogadiscio par les dirigeants des Etats membres de la fédération et par son gouvernement. "Au niveau fédéral, nous avons joué notre rôle et mis en place toutes les mesures requises pour ouvrir la voie à des élections réussies et cela comprend la mise en oeuvre de toutes les dispositions de l'accord politique électoral conduisant aux élections législatives fédérales", a-t-il dit dans un communiqué publié à Mogadiscio.

Les élections de 2020-2021 sont considérées comme essentielles pour consolider le système de gouvernance fédérale qui permettra d'apaiser les communautés et régions qui s'estiment systématiquement exclues et marginalisées depuis des décennies. M. Farmajo a également demandé à toutes les agences gouvernementales de jouer leur rôle efficacement pour permettre une facilitation harmonieuse des élections en accord avec les dispositions des accords politiques conclus.

PÉROU
L'ex-président Martin Vizcarra interdit de quitter le pays

L'ex-président péruvien Martin Vizcarra, qui a été destitué plus tôt cette semaine, s'est vu interdire vendredi de quitter le pays pendant 18 mois, alors que les procureurs enquêtent sur des allégations selon lesquelles il aurait accepté des pots-de-vin lors de son mandat de gouverneur du département de Moquegua, dans le sud du pays (2011-2014). Son interdiction de voyager à l'étranger sera en vigueur jusqu'au 12 mai 2022. Lors d'une audience, la juge María Alvaréz a défendu la décision, affirmant que M. Vizcarra présentait un risque de fuite parce qu'il "a suffisamment de revenus pour quitter le pays".

ROYAUME-UNI

L'artisan du Brexit, quitte son poste de conseiller

Dominic Cummings, le très influent et controversé architecte de la campagne pour le Brexit, a quitté son poste de conseiller spécial du Premier ministre britannique Boris Johnson, a confirmé vendredi soir une source gouvernementale, sur fond de luttes internes. Le conseiller devait partir avant la fin de l'année, mais il a été aperçu quittant dès vendredi soir Downing street avec ses cartons, une source gouvernementale confirmant qu'il ne serait plus employé officiellement à

partir de "la mi-décembre". Son départ suit celui du directeur de la communication du 10 Downing Street et son allié du camp "Leave", Lee Cain, mercredi, victime de la lutte pour le pouvoir au sein du gouvernement. Tous deux représentaient l'aile dure des Brexiteurs, prêts à une sortie sans accord de l'Union européenne. Leur départ intervient pendant la dernière ligne droite des négociations entre Londres et Bruxelles pour tenter de conclure un accord sur leurs futures relations commerciales après le 31 décembre.

Ces bouleversements au coeur du pouvoir interviennent alors que le Royaume-Uni et l'Union européenne ont entamé un sprint final de négociations pour tenter d'aboutir à un accord commercial avant la fin de la période de transition post-Brexit le 31 décembre. Un "no deal" à l'issue de cette période, durant laquelle les règles européennes continuent de s'appliquer, impliquerait le rétablissement de droits de douane et de quotas entre Londres et les 27, potentiellement dommageables pour des économies déjà fragilisées par la pandémie.

DARFOUR

La fin de la Minuad vers le 31 décembre

Les chefs de la Commission de l'Union africaine (UA) et de l'ONU, saluant "l'impact positif de la transformation politique au Soudan sur la protection des civils au Darfour", recommandent la fermeture de l'opération de Casques bleus Minuad au 31 décembre dans un rapport conjoint remis vendredi au Conseil de sécurité.



"Au vu des récents développements dans le pays et des consultations" avec les autorités soudanaises, "ce rapport recommande la fin du mandat de la Minuad d'ici au 31 décembre et la pleine mise en œuvre de la Minuats", une mission politique onusienne en cours de création à Khartoum, précise le document. Les auteurs du rapport, Antonio Guterres et Moussa Faki Mahama, estiment dans leur texte qu'il faudra "six mois" pour que la Minuad soit totalement retirée du Darfour, un délai qui dépendra, précisent-ils, de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et de la saison des pluies. La Minuad compte quelque 8.000 Casques bleus. Force de paix conjointe avec l'Union africaine, elle est déployée depuis 2007 au Darfour, dans l'ouest du Soudan et a compté jusqu'à 16.000 hommes. "Il est aussi recommandé que la communauté inter-

ationale, spécialement l'ONU, l'UA et l'Igad (Autorité intergouvernementale pour le développement) continuent à explorer, ensemble avec les autorités soudanaises, des mesures de soutien appropriées pour soutenir les efforts de paix, de sécurité et de développement au Darfour ainsi que dans d'autres régions du Soudan, afin d'aider à mettre fin aux violences dans le pays", souligne le rapport. Dans leur document, les deux auteurs reconnaissent que le niveau des affrontements armés, s'il a été réduit après l'Accord de paix de Juba en août 2019, "est remonté en 2020". "Les conflits intercommunautaires ont aussi augmenté en 2019 et 2020", indique le rapport, qui note que la criminalité est pour sa part "restée relativement au même niveau" cette année au Darfour. "Le récent pic de violences au Darfour, sans comparaison avec les premiers jours du conflit, met en évidence la

fragilité inhérente à toute transition politique majeure", expliquent les deux responsables, en saluant les efforts des autorités à déployer rapidement des forces de l'ordre et des magistrats après des affrontements inter-communautaires. Créée en juin, la nouvelle mission politique onusienne Minuats est toujours dans l'attente de la nomination de son chef. Selon des diplomates, après le retrait d'une candidature française bloquée par la Russie, Antonio Guterres pourrait être enclin à choisir un Africain alors que la mission en Libye devrait échoir au Bulgare Nikolay Mladenov. Selon l'ONU, le conflit au Darfour, entre forces soudanaises et rebelles issus de minorités ethniques s'estimant marginalisées par le pouvoir central, a fait depuis 2003 environ 300 000 morts et plus de 2,5 millions de déplacés.

R.N

HAUT-KARABAKH

L'Arménie a perdu plus de 2 300 soldats

Alors que le pays a signé en début de semaine un accord de paix décrié avec l'Azerbaïdjan, l'Arménie a reconnu hier 14 novembre avoir perdu plus de 2 300 soldats dans le conflit au Haut-Karabakh. La région est le théâtre d'affrontements violents depuis six semaines alors que l'Azerbaïdjan y reprend le contrôle de larges territoires à la faveur du cessez-le-feu. Ce lourd bilan représente près du double des pertes précédemment annoncées par Erevan dans ce conflit, en plus de 50 civils arméniens tués depuis la reprise des hostilités avec Bakou début septembre pour le contrôle de cette enclave montagneuse du Caucase. « À l'heure actuelle, les corps de 2 317 militaires tués, parmi lesquels des corps non identifiés, ont été pris en charge par le service d'examen médico-légal », a indiqué sur Facebook la porte-parole du ministère arménien de la Santé, Alina Nikoghosian. Selon elle, le

processus d'échange des corps avec l'Azerbaïdjan ne fait que commencer. « Les belgérants ne disposent pas pour le moment de chiffres définitifs », a-t-elle relevé. L'Azerbaïdjan pour sa part ne communique pas ses pertes militaires, rapportant simplement 93 civils tués par les bombardements arméniens. Le président russe Vladimir Poutine, qui fait office d'arbitre dans la région, avait affirmé de son côté vendredi que les combats au Haut-Karabakh avaient fait plus de 4 000 victimes et 8 000 blessés, ainsi que des dizaines de milliers de réfugiés.

COLÈRE DES ARMÉNIENS À LA SUITE DU CESSÉ-LE-FEU

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont signé en début de semaine, sous parrainage de Moscou, un accord de cessez-le-feu mettant fin au conflit. Ce texte consacre les gains de territoires importants obtenus par

l'Azerbaïdjan et prévoit la rétrocession à Bakou de territoires supplémentaires. Des forces de maintien de la paix russes ont été déployées cette semaine dans la zone de conflit pour s'assurer du maintien de la trêve. L'annonce de cet accord avait été suivie par des manifestations de colère à Erevan où des protestataires avaient brièvement investi le siège du gouvernement et le Parlement. L'opposition a exigé la démission du Premier ministre Nikol Pachinian. Comme un symbole de ce revers humiliant, des Arméniens ont préféré brûler leur maison plutôt que de la voir tomber aux mains des forces azerbaïdjanaises, à la veille de leur arrivée prévue dans certaines zones.

2 000 SOLDATS RUSSES DÉPLOYÉS

« C'est le dernier jour, demain les soldats azerbaïdjanais seront là », a déclaré un soldat

avant de mettre le feu à sa maison. « On attendait pour être fixé. Mais quand ils ont commencé à démonter la station hydroélectrique, on a compris », indique un autre habitant du village. « Tout le monde va brûler sa maison aujourd'hui (...) On nous a donné jusqu'à minuit pour partir. » Vendredi, les forces de maintien de la paix russes ont fait leur entrée à Stepanakert, la capitale du Nagorny Karabakh, et en contrôlaient les abords et la ligne de front toute proche. Au total, près de 2 000 soldats de Moscou doivent être mobilisés avec des engins blindés et des véhicules spéciaux. En attendant le déploiement complet des forces russes, et la réouverture du corridor de Latchin, cordon ombilical reliant l'Arménie à l'enclave, la seule voie d'accès au Haut-Karabakh est la route passant par le nord de l'enclave, par le district de Kalbajar, qui doit être rétro-cédé ce dimanche à l'Azerbaïdjan.

R.N

MALI

Une trentaine de terroristes tués par l'armée française

Une trentaine de terroristes ont été tués par l'armée française jeudi dans la région de Mopti, au centre du Mali, deux jours après la "neutralisation" d'un haut responsable lié au groupe terroriste Al-Qaïda, a annoncé vendredi soir l'état-major des armées françaises. "Une trentaine de membres d'un GAT (groupe armé terroriste) appartenant au RVIM (Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans, aussi appelé GSIM, ndr) ont été neutralisés" lors d'une opération aérienne et hélicoptère de la force Barkhane, a indiqué le porte-parole de l'état-major, le colonel Frédéric Barbry. Ils ont été la cible "de frappes aériennes de Mirage 2000, de tirs d'hélicoptère Tigre et de commandos de montagne", a-t-il ajouté. La France avait déjà annoncé vendredi matin la "neutralisation" au Mali par sa force Barkhane de Bah Ag Moussa, décrit comme le "chef militaire" du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al-Qaïda. Après le repérage d'un campement suspect près de Niaki, à 180 kilomètres à l'est de Mopti, quatre Mirage 2000 ont décollé de la base aérienne de Niamey, a précisé l'état-major des armées dans un communiqué. Quatre hélicoptères de combat Tigre et trois Caiman de transport de troupes ont été également dépêchés avec à leur bord des commandos de montagne. Après les premières frappes de Mirage sur le campement, les commandos, appuyés par les avions de chasse et les hélicoptères, ont mené "un combat au sol d'environ une heure", a précisé le colonel Barbry. Une vingtaine de motos et de l'armement ont été également saisis et détruits.

R.I

CACHEMIRE

13 morts dans de violents affrontements indo-pakistanaïsi

Les forces indiennes et pakistanaïsi se sont livrées vendredi à leur plus grosse bataille d'artillerie depuis plusieurs mois sur leur frontière contestée au Cachemire, faisant au moins treize morts et des dizaines de blessés, a-t-on appris auprès de responsables des deux pays. Des bombardements et des échanges de coup de feu se sont déroulés sur tout le long de la Ligne de contrôle (LoC) qui sépare sur 740 km l'Azad Cachemire (Pakistan) du Jammu-et-Cachemire (Inde) et fait office de frontière de fait. Cette nouvelle poussée de tensions intervient cinq jours après la mort de trois soldats indiens et trois insurgés lors d'un échange de tirs sur la LoC. Après les combats de vendredi, l'armée indienne a accusé le Pakistan d'une violation "délibérée" du cessez-le-feu de 2003 qui subit des atteintes chaque semaine. "Le Pakistan a utilisé des mortiers et d'autres armes" et "a délibérément visé des zones civiles", selon un communiqué de l'armée indienne. Quatre soldats indiens et quatre civils, dont un garçon de huit ans, ont été tués, ont indiqué des porte-paroles de l'armée et de la police. Au moins 12 personnes, membres des forces de sécurité et civils, ont été blessées. De l'autre côté de la frontière, Raja Feroq Haider, chef du gouvernement du Cachemire pakistanaïsi, a fait état de cinq tués et 31 blessés dans des bombardements intenses dans les vallées de Neelum et Jhelum. L'armée pakistanaïsi a confirmé que l'un des morts était un soldat. "Pendant combien de temps devons nous subir des pertes aussi énormes ?", a écrit Raja Feroq Haider dans un message sur Twitter adressé au Premier ministre pakistanaïsi, Imran Khan. Des centaines d'habitants ont été déplacés de la zone de la Ligne de contrôle dans la partie indienne du Cachemire, tandis que les responsables pakistanaïsi ont déclaré que des dizaines d'habitants dans le Cachemire pakistanaïsi avaient été incendiés par les bombardements. L'armée indienne a affirmé que les affrontements avaient commencé lorsque des combattants avaient tenté de franchir la LoC pour pénétrer sur le territoire de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire. Les soldats indiens ont riposté fortement en infligeant des dommages substantiels aux infrastructures de l'armée pakistanaïsi et en faisant des victimes", selon le communiqué de l'armée. Les deux pays se livrent régulièrement à des duels d'artillerie de part et d'autre de la LoC et s'en rejettent invariablement la responsabilité. Le Cachemire est divisé entre l'Inde et le Pakistan, désormais des puissances nucléaires, depuis leur indépendance de la Couronne britannique et la partition de 1947. Il a provoqué deux des trois guerres qui les ont opposés depuis. Les deux pays réclament l'intégralité de cette région himalayenne majoritairement peuplée de musulmans où l'Inde fait en outre face depuis plus de trente ans à une insurrection séparatiste ayant fait des dizaines de milliers de morts, principalement des civils.

R.I

Le monde du Covid s'installe dans la durée ... et dans le totalitarisme

Quelle chance de voir ce qu'est un monde progressiste ! Qui aurait pensé, il y a un an de cela, que nous serions docilement plus ou moins coincés à domicile, en tout cas culpabilisés dès que l'on met un nez insolent dehors, libre, au grand air, alors qu'il n'y aurait pas de nécessité impérieuse de ne pas s'autoconfiner ? Qui aurait pensé qu'il deviendrait criminel de voir ses proches, de faire des bisous à sa grand-mère, de chahuter avec ses frères et soeurs ? Qui aurait osé imaginer des prétentieux affirmer sur les plateaux-télévisés que Noël et Nouvel An doivent être remis dans les cartons de l'Ancien monde, du monde libre, puisqu'ils sont devenus des "clusters" désormais et que le confinement est lui le mode normal et permanent d'existence ? En France, on joue carte ouverte, à Moscou et en Russie on tente une version adoucie, mais l'enjeu est le même : mettre à mort la civilisation dans laquelle nous avons grandi et favoriser l'impasse de ce nouveau monde, inhumain.

Inhumain dans le sens direct du terme, puisque l'Homme n'y a plus sa place, puisqu'il n'est qu'un danger pour l'autre et pour soi, puisqu'en toute logique il doit donc disparaître dans son humanité et n'être qu'un sac de molécules hermétiquement fermé par le nombril. Ce que je me demande, c'est ce qu'il faudra encore pour qu'une force politique puisse regrouper les mécontents individuels. Car de ce côté, c'est la grande pénurie ...

Ne vous faites pas d'illusions, les mesures liberticides qui sont adoptées dans nos pays ne sont pas temporaires. Au printemps encore, nos dirigeants faisaient semblant de nous expliquer, la main sur le coeur, la larme hésitante au bord de la paupière, le regard empathique et la voix légèrement tremblante - juste ce qu'il faut, pas plus pour ne pas surjouer la scène de la compassion et du sacrifice nécessaire du peuple pour la Grande Guerre sanitaire - que c'était temporaire. Il

faut faire un effort un moment et tout rentrera dans l'ordre. Ensuite, au début de l'automne, il semblait qu'un vaccin aussi rapide que miraculeux allait sauver l'humanité des virus, il fallait donc faire encore un effort en attendant.

Maintenant, le temps de l'effort est terminé, celui de l'adaptation forcée est arrivé.

L'état d'urgence sanitaire, le couvre-feu, le confinement, le masque obligatoire (bientôt même au domicile), la destruction des services publics de l'enseignement, de la justice ou de la médecine - paradoxalement au nom d'une survie biologique se voient partout à des degrés divers. Une économie de proximité, qui doit passer son chemin ou se défaire dans le numérique et dans les transnationales. Chaque pays adapte plus ou moins en fonction du niveau de soumission de la population, mais tout est orienté vers le même but : la transformation de la société par la mise à mort de la résistance collective et individuelle,

du fonctionnement normal des institutions réduites à un rôle répressif et de l'économie nationale pour faire plier et les Etats, dont le déficit explose, et les individus mis en situation de survie et ayant d'autres problèmes plus urgents, que réfléchir sereinement à ce qui se passe.

Ainsi, le référent temporel change. En France, l'état d'urgence sanitaire (sauf sursaut du Conseil constitutionnel), dont on ne sort pas, va être prolongé jusqu'au 16 février 2021 et le régime transitoire de sortie jusqu'au 1er avril 2021. A Moscou, alors que la propagande fin du monde prend une ampleur à faire pâlir d'envie (ou d'horreur) la Pravda, le maire de Moscou a adopté des mesures locales, sans contrôle ni parlementaire, ni fédéral, ni judiciaire, jusqu'au 15 janvier 2021. Certes, formellement il n'y a ni confinement, ni port du masque obligatoire dans la rue, ni couvre-feu comme en France, mais, pour l'essentiel, les écoles et les universités moscovites passent obligatoirement à distance (et il recommande au Gouvernement in fine de faire pareil, oubliant la hiérarchie des normes), tout fermé à 23h, les QR Codes pour aller dans des établissements le jour sont fortement "recommandés", il est fortement recommandé aux écoliers et étudiants d'être en isolement, les personnes âgées de plus de 65 ans également et leurs cartes de transport gratuites ou à tarif réduit sont suspendues. C'est une version allégée de ce qui se passe en France, même si les associations de restaurateur ont déjà annoncé qu'avec les QR Codes la fréquentation a baissé et qu'à ce rythme-là c'est environ 50% des établissements qui peuvent fermer d'ici la fin de l'année - la vente à distance ne compense rien, finalement.

C'est fait pour durer. En France, c'est annoncé plus clairement. Oubliez le mot de "déconfinement", vous êtes à la maison et restez-y. De toute manière, vous n'avez plus d'argent pour sortir et l'on vous a aidé en réduisant les possibilités de sortir. Cela d'autant plus que dans le monde du Covid, le travail à distance doit être la norme, même s'il est beaucoup moins efficace, comme l'a constaté - avec surprise - le très politiquement correct et progressiste dirigeant de la banque russe VEB, Igor Chouvalov. Pour lui, il n'y a pas dans sa banque de personnes qu'il ne soit pas nécessaire de faire sortir du travail à distance, car il est constamment nécessaire de communiquer, de se voir, d'échanger. A juste titre, il souligne que nous ne sommes pas prêts à travailler réellement à distance, pas seulement du point de vue technologique, mais humain. Sans même parler du manque d'efficacité du travail à distance, qui ne peut être qu'un moyen exceptionnel : "C'est très bien qu'il existe, quand il est impossible de se réunir. Mais ce n'est pas la même énergie, ni la même réactivité que nous avions avant ce régime. Beaucoup disent "Je travaille même plus". C'est vrai et je le vois moi-même : on organise beaucoup de conférences, on fatigue, mais je ne peux pas dire qu'il y ait plus de résultats."

Et la crise économique qui s'intensifie quasiment dans tous les pays n'est pas sans rappeler les heures sombres de notre histoire. En Rus-

sie, la Cour des comptes annonce le risque d'un déficit incontrôlable des budgets des régions, même Moscou lance des obligations pour compenser son budget. Et la gestion globalisée du Covid, qui a déjà coûté très cher à nos économies nationales, ne va pas améliorer la situation dans les mois qui viennent.

Mais au-delà des considérations socio-économiques, l'attaque contre les symboles et les valeurs de nos sociétés, étiquetées "anciennes" donc dépassées, n'est pas sans alerter. Les messes en France sont suspendues à des temps meilleurs, manifestement lorsque la population aura renié le Christ et que sans Dieu, tout sera permis. Surtout le pire. C'est le seul intérêt que cela présente. Ainsi, les délais de restriction couvrent les fêtes de Noël et de Nouvel An, nos repères civilisationnels doivent être détruits.

Je cite :

Mais pour certains invités de BFM TV, la question est toute tranchée : "Moi, si je devais avoir un avis purement scientifique et rationnel, je dirais plutôt d'annuler Noël et d'annuler la Saint-Sylvestre sans hésiter en fait", a ainsi estimé le médecin Julien Lenglet, qui voit les fêtes de fin d'année comme "un cluster national, géant, intergénérationnel qui est à l'origine d'une potentielle troisième vague, sans ambiguïté", tout en ajoutant que les Français n'ont pas cette "discipline collective" pour respecter les gestes-barrières dans la sphère privée, selon lui.

Bien plus que le virus, car grande chance pour ces progressistes il y aura toujours des virus, le fond du problème semble être l'Homme. L'Homme vivant, sociale, familiale. Qu'il faut transformer en sac de molécules fermé par un nombril hermétique, sac rangé entre quatre murs avant d'être rangé entre quatre planches. En attendant, "l'optimisation" des hôpitaux continue, les patients ont droit à des consultations virtuelles d'une qualité sans surprise, près de 100 000 lits ont été fermés entre 1993 et 2018, et en pleine crise les suppressions, et de postes et de lits, ne sont pas remises en cause, notamment dans l'Est. Dans l'Union européenne, la France est l'un des pays les plus désindustrialisés avec la fermeture de 2 500 000 d'emplois industriels depuis 1970 ... au profit des multinationales, qui sont particulièrement présentes en France, et des délocalisations. Et le Covid, avec pourtant la fermeture sélective des frontières qui avait assez naïvement provoqué l'attente d'une relance de la production intérieure, ne change rien à la donne, Renault, par exemple, va produire en Chine un véhicule électrique ... destiné à la France.

Bref, ce nouveau monde, qui se dessine, froid, inhumain, cachant le cynisme derrière une voile de rationnel, la barbarisation derrière le culte technologique, prend ses racines dans nos choix politiques antérieurs, il n'est que la radicalisation de nos erreurs passées. Mais aucune force politique, ni en France ni ailleurs, n'émerge aujourd'hui pour proposer une voie alternative. En ce sens, ce monde est véritablement global, avec tout le totalitarisme que cela suppose.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

1^{ème} Mise En Demeure

NIF :40801500007086

L'entreprise EURL MOUNIB DE L'INDUSTRIE ET DISTRIBUTION domiciliée à OULED DJELLAL NIF : 000907024287003 titulaire du marché N°232/19 du 07/10/2019, relatif au projet : Entretien de deux (02) Ouvrages d'art : Lot 01 : Travaux D'entretien et de Réhabilitation d'un (01) Ouvrage d'art sur RN46A Au Pk 100+700 KHAFOURA/DOUCEN. Pour un délai de réalisation, de Sept (07) mois, avec ODS N° 43/2020 de démarrage du: 19/03/2020 dans le cadre de L'Opération Entretien des Routes Nationales : PACE 2016 Expertise et Entretien Périodiques des Ouvrages D'art et Tunnels sur Routes Nationale

Vu l'abandon du chantier et le non commencement des travaux l'entreprise est mise en demeure pour démarrer les travaux et renforcer le chantier en moyens humains et matériels, ceci dans un délai de Cinq 05 jours à compter la date de parution de la présente mise en demeure sur les quotidiens nationaux.

Faute de quoi, je serai dans l'obligation d'appliquer la réglementation en vigueur.